

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LA PROCÉDURE

De la loi du 24 Décembre 1897

RELATIVE AU RECouvreMENT

Des Frais dus aux Notaires, Avoués et Huissiers

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Mercredi 10 Juin 1908, à 2 h. 1/2

PAR

René MAGRANGEAS

Président : M. TISSIER, professeur
Suffragants { MM. BARTIN, professeur
WAHL, agrégé

PARIS

IMPRIMERIE BONVALOT-JOUVE

15, Rue Racine, 15

—
1908

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41551418_0015

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LA PROCÉDURE

De la loi du 24 Décembre 1897

RELATIVE AU RECouvreMENT

Des Frais dus aux Notaires, Avoués et Huissiers

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Mercredi 10 Juin 1908, à 2 h. 1/2

PAR

René MAGRANGEAS

Président : M. TISSIER, professeur

Suffragants { MM. BARTIN, professeur
WAHL, agrégé



PARIS

IMPRIMERIE BONVALOT-JOUVE

15, Rue Racine, 15

1908

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

LA PROCÉDURE

DE LA LOI DU 24 DÉCEMBRE 1897

Relative au Recouvrement

Des Frais dus aux Notaires, Avoués et Huissiers

AVANT-PROPOS

Nous nous proposons dans ce travail d'étudier la procédure instituée par la loi du 24 décembre 1897 pour faciliter le recouvrement des frais dus aux notaires, aux avoués et aux huissiers.

Cette loi n'a pas seulement eu pour objet d'introduire dans notre droit une procédure nouvelle ; elle a également modifié les délais de la prescription extinctive de l'action en recouvrement de ces officiers ministériels contre les débiteurs de frais, ainsi que ceux de la prescription en matière de demandes de

taxe, ou d'actions en restitution introduites contre ces officiers publics.

Toutefois, nous ne nous occuperons pas dans l'étude que nous entreprenons, des questions de prescription.

Ces questions relèvent en effet du droit civil, et il ne nous a pas paru d'une bonne méthode de les mélanger aux nombreuses questions de procédure soulevées par la loi dont nous avons entrepris le commentaire.

D'autre part, en ce qui concerne les prescriptions dont nous venons de parler, cette loi n'a pas fait autre chose que de changer des délais. Nous ne pensons pas que nous aurions pu trouver dans ses dispositions à cet égard des difficultés nouvelles à résoudre. Nous aurions rencontré seulement des controverses anciennes sur la façon de calculer les délais, sur la fixation de leur point de départ, et, sur d'autres points à coup sûr fort intéressants, mais depuis longtemps étudiés et connus. Et nous n'aurions pas trouvé dans la loi d'éléments nouveaux pour la solution de ces problèmes.

C'est donc seulement l'étude de la procédure établie par le législateur de 1897 pour assurer le recouvrement facile, rapide et peu coûteux de certains frais, qui formera l'objet de ce travail.

CHAPITRE PREMIER

Historique de la loi du 24 décembre 1897

Avant d'entreprendre l'examen des dispositions de la loi du 24 décembre 1897, relatives à la procédure par laquelle on a voulu assurer le recouvrement des frais dus à certains officiers ministériels, il importe, pour bien comprendre l'esprit et la portée de cette loi, de passer rapidement en revue la législation antérieure sur cette matière, et de nous rendre compte de ses imperfections et de ses lacunes.

Lorsqu'un notaire, un avoué, un huissier, avant la loi de 1897, voulait contraindre un débiteur récalcitrant à lui payer les frais qui lui étaient dus, il ne pouvait, en principe, le faire que suivant le droit commun, c'est-à-dire qu'il lui fallait assigner ce débiteur en justice selon les règles ordinaires, obtenir un jugement contre lui, et employer ensuite les voies d'exécution habituelles.

Il pouvait bien à la vérité, quelquefois faire taxer par un juge les frais en question, mais sa situation n'en était pas pour cela modifiée. La taxe n'était considérée que comme une simple appréciation du juge taxateur, nullement obligatoire, et le débiteur conservait son droit de réclamer plus tard au tribunal une taxe légale, et s'il avait payé, la restitution de ce qu'il avait payé en trop.

On voit aisément les inconvénients de ce système en la matière. Il imposait aux officiers ministériels la longue attente de l'issue d'une instance judiciaire, les contraignait à exposer des frais nouveaux et considérables contre un adversaire peut-être insolvable, et ajoutait pour eux, au souci des affaires de leurs clients, l'embarras de nombreux procès personnels.

Aussi l'officier ministériel ne s'engageait-il généralement qu'à contre-cœur dans une instance en justice de cette nature. Souvent il préférait abandonner sa créance, plutôt que de commencer une procédure coûteuse, presque toujours disproportionnée avec l'intérêt en cause et qui pouvait lui donner une réputation de rigueur et de rapacité nuisible à ses intérêts.

Quant au débiteur, s'il ne payait pas, se trouvant dans la gêne, les frais nouveaux s'ajoutant aux frais primitifs venaient augmenter encore son passif, diminuant d'autant les chances de remboursement de ses créanciers.

S'il trouvait simplement la note qu'on lui présentait exagérée, il n'avait pas d'autres moyens pour obtenir une réduction, que de se laisser poursuivre en justice, s'exposant ainsi, dans l'espoir d'une diminution relativement minime de sa dette, à la voir augmenter dans des proportions considérables par l'adjonction des dépens de l'instance.

Ces inconvénients étaient si graves que, dans certains cas, des textes législatifs avaient accordé à l'officier ministériel des facilités pour recouvrer son dû.

Examinons rapidement ces textes.

Tout d'abord, lorsque l'officier ministériel se bornait à réclamer le remboursement des droits d'enregistrement qu'il avait avancés à l'occasion d'un acte de son ministère, l'article 30 de la loi du 22 frimaire an VII lui permettait de « prendre exécutoire au juge de paix » de son canton, et de poursuivre le recouvrement de ses débours conformément à l'article 65 de la même loi, c'est-à-dire de la même façon que l'administration de l'enregistrement elle-même.

En deuxième lieu, les articles 1 à 9 du deuxième décret du 16 février 1807 contenaient des règles spéciales pour le recouvrement des frais d'une instance en justice. Ce décret n'instituait d'ailleurs de dérogations au droit commun que lorsqu'il s'agissait d'un avoué distractionnaire des dépens poursuivant la partie adverse condamnée à les payer.

Dans cette hypothèse, le décret distinguait deux cas : ou bien l'affaire était sommaire, et alors la liquidation des dépens devait être faite par l'arrêt ou le jugement qui avait ordonné la distraction ; ou bien elle était ordinaire et les dépens étaient taxés par un juge ayant pris part à l'arrêt ou au jugement. Dans le premier cas, le recouvrement était poursuivi au moyen du jugement contenant liquidation, dans le second, l'avoué après avoir obtenu la taxe pouvait se faire délivrer par le greffier un exécutoire.

Mêmes formalités de taxe et d'exécutoire si pour une raison quelconque, et quoique l'affaire fût sommaire, la liquidation des dépens n'avait pas été insérée dans la grosse du jugement ou de l'arrêt.

L'exécutoire du greffier ou le jugement du chef de la liquidation des dépens, étaient susceptibles d'opposition dans un certain délai, et l'instance sur opposition était toujours sommaire.

Enfin, une loi du 5 août 1881, donnait aux notaires, après qu'ils avaient fait taxer leurs frais régulièrement par le président du tribunal de première instance de leur domicile, conformément à l'article 173 du décret du 16 février 1807, le droit de requérir du greffier un exécutoire, exécutoire également susceptible d'opposition.

Cette loi de 1881 réalisait sur l'état de choses antérieur un progrès évident. Mais il se trouva que, grâce à l'interprétation qui lui fut donnée par la

jurisprudence, ce progrès fut beaucoup moindre que ne l'avaient espéré ses auteurs.

En effet, la loi ne s'était pas expliquée dans son texte sur les caractères de l'exécutoire délivré par le greffier. Il était impossible dans l'état de ce texte, qu'on put attacher à cet exécutoire les mêmes effets qu'à un jugement de condamnation. Il permettait bien au notaire de faire saisir les biens de son client récalcitrant et de les faire vendre, mais, malgré l'opinion de quelques auteurs (1), on ne pouvait décider qu'il faisait courir les intérêts, qu'il interrompait la prescription et qu'il emportait hypothèque judiciaire.

Il en résultait que le notaire était obligé, pour obtenir ces avantages, d'agir par voie d'action en justice. Et la jurisprudence lui en donnait le droit, disant que la voie de l'exécutoire était non pas obligatoire, mais simplement facultative. Un arrêt de la Cour de cassation, du 3 août 1887 (2), vint confirmer et fixer cette jurisprudence en décidant que le notaire, après avoir fait taxer ses frais par le président du tribunal, était recevable, au lieu de prendre exécutoire, à agir par citation en justice conformé-

1. V. Amiaud. *Explication de la loi du 5 août 1881*, n° 46.
— Aubertin. *Des honoraires et frais d'actes des notaires*, p. 180 et s.

2. Dalloz, 1888. I. 259; S. 1888. I. 225.

ment à l'article 60 du Code de procédure civile, afin d'obtenir jugement et de prendre hypothèque.

D'ailleurs, si le notaire, ayant usé de la voie de l'exécutoire, n'avait pu obtenir satisfaction sur ses premières poursuites, il pouvait se voir contraint à assigner en fin de compte son débiteur, pour obtenir au moins la garantie de l'hypothèque. De cette façon, le système de la loi de 1881 se trouvait avoir été contre son but d'économie, puisque le débiteur finissait par avoir à sa charge, outre les frais primitifs, ceux de l'exécutoire, et ceux de l'instance en paiement.

En outre la loi de 1881 présentait une très grave lacune. Son application était restreinte comme nous l'avons vu, aux frais dus aux notaires ; le bénéfice du droit de poursuite par voie d'exécutoire était refusé aux autres officiers ministériels, même aux avoués et aux huissiers.

Rien pourtant ne pouvait justifier cette inégalité de situation ; et on peut même dire que les motifs d'économie qui avaient fait abandonner la voie d'action en justice pour le recouvrement des frais des notaires étaient plus pressants encore pour ce qui concerne les avoués et les huissiers. Les frais qui leur sont dus, atteignent en effet rarement un chiffre important ; et de plus, comme ils sont dans la plupart des cas relatifs à un premier procès, c'est surtout pour eux que l'obligation d'avoir recours à une

instance nouvelle peut paraître abusive et choquante.

Pour remédier aux inconvénients que nous avons signalés, deux députés, MM. Royer et Bertrand déposèrent sur le bureau de la Chambre des députés, une proposition de loi tendant : 1^o A attribuer à l'exécutoire des dépens délivré par le greffier au notaire en vertu de la loi de 1881 les effets d'un jugement ; 2^o à étendre aux avoués et aux huissiers le bénéfice de la procédure rapide organisée par cette loi.

Une commission fut chargée d'examiner la proposition qu'elle modifia légèrement sur des points de détail, et qui fut votée sur un rapport de M. Royer (1) après urgence déclarée et sans discussion préalable dans la séance du 4 février 1893.

Au Sénat, la commission nommée pour examiner le texte ainsi voté, y apporta de nombreuses modifications. Dans un but d'économie, elle remplaça l'exécutoire délivré par le greffier, par une ordonnance de taxe moins coûteuse et exécutoire sur minute. Elle fixa un délai de huit jours pour l'opposition et déclara que cette opposition serait recevable aussi bien de la part de l'officier ministériel que de la part de son client. Enfin elle décida que la

1. V. ce rapport et le texte de la proposition modifié par la commission de la Chambre dans la *Revue du notariat*, n^o 8739.

signification de l'ordonnance de taxe interromprait la prescription et ferait courir les intérêts, mais elle refusa à l'ordonnance les avantages de l'hypothèque judiciaire.

Ce fut donc un texte nouveau qui fut déposé le 12 juillet 1893 sur le bureau du Sénat accompagné d'un rapport de M. Bisseuil (1).

Sur ces entrefaites et avant toute discussion publique, le ministre de la Justice (2) déposa au nom du gouvernement un projet de loi sur le même sujet, projet qui fut renvoyé à la commission.

La proposition du garde des Sceaux tendait d'abord à rectifier le texte de la commission du Sénat, en certains passages où il semblait impliquer le maintien d'une action en justice. Elle donnait aussi à l'officier ministériel qui aurait obtenu une ordonnance de taxe le droit de prendre inscription d'hypothèque judiciaire, car le gouvernement estimait que, sans cette disposition, il eût été impossible de supprimer l'action directe devant les tribunaux.

Elle autorisait enfin le gouvernement à fixer par décret un tarif pour les notaires.

La commission du Sénat adopta le projet ministériel y compris ce qui concernait l'hypothèque judiciaire, mais repoussa la disposition relative à l'éla-

1. V. ce rapport et le texte de la proposition du Sénat dans la *Revue du Notariat*, n° 9103, p. 216 et s.

2. C'était alors M. Antonin Dubost.

boration d'un tarif du notariat n'ayant pas, disait-elle, reçu mandat d'examiner cette question.

M. Bisseuil déposa un rapport supplémentaire en ce sens le 2 mars 1894. Le 13 du même mois eut lieu une première délibération publique du projet, et à une deuxième délibération au cours de la séance du 11 novembre 1895, tous les articles de la proposition ministérielle furent votés, sauf l'article 7 relatif au tarif qui fut disjoint du projet à la demande de la commission (1).

Transmis à la Chambre des députés le 26 novembre 1895, le projet reçut encore des modifications de la part de la commission nommée par cette assemblée. La commission était d'avis d'étendre le bénéfice de la loi à l'avoué distractionnaire des dépens poursuivant la partie condamnée à les payer ; et elle réglementa d'une façon plus précise le détail de la procédure. Après un rapport de M. Bertrand déposé à la séance du 4 juin 1896 et un rapport du même député déposé le 8 mai suivant, le projet ainsi amendé fut voté sans débats par la Chambre en première délibération le 24 novembre et en deuxième délibération le 16 décembre 1896.

A son tour, la commission sénatoriale crut devoir apporter au projet de nouvelles modifications sans grande importance. Le 16 juillet 1897, sur un rap-

1. Cet article 7 est devenu la loi du 20 juin 1896.

port de M. Bisseuil, le projet fut voté d'urgence par le Sénat. Nouveau retour à la Chambre, rapport de M. Bertrand, et adoption définitive sans discussion le 17 décembre 1897.

La loi fut promulguée le 24 décembre suivant.

Elle a voulu, nous l'avons dit, abréger, simplifier et rendre moins coûteux le recouvrement des frais. Nous nous proposons d'étudier la procédure qu'elle a organisée dans ce but.

Nous délimiterons tout d'abord de la façon la plus précise qu'il nous sera possible les cas où il y aura lieu de recourir à cette procédure, puis nous suivrons sa marche pas à pas, nous l'étudierons en détail, et nous essayerons de résoudre les nombreuses et importantes difficultés que nous rencontrerons en route.

CHAPITRE II

Champ d'application de la procédure de la loi du 24 décembre 1897

La loi dont nous venons de retracer l'historique n'a pas entendu régler tous les cas où des frais pourront être recouvrés. Tout le monde ne peut pas s'en prévaloir, et ceux à qui elle a réservé son bénéfice ne pourront pas l'employer dans toutes les hypothèses où il y aura des frais à réclamer. Il importe donc, avant tout, de bien déterminer le champ d'application de cette loi. Nous allons nous demander successivement qui peut se servir de la procédure qu'elle a organisée, pour quels frais et contre qui ?

§ 1. — *Qui peut employer la procédure de la loi de 1897 ?*

Le législateur de 1897 a donné pour titre à la loi que nous étudions : *Loi relative au recouvrement des*

frais dus aux notaires, avoués et huissiers. Les questions de recouvrement de frais n'intéressent pourtant pas que ces trois catégories d'officiers ministériels. Les parties elles-mêmes peuvent être créancières des dépens, ainsi que d'autres officiers ministériels tels que les greffiers et les commissaires-priseurs. Il peut en être de même pour ce qui concerne certains auxiliaires de la justice comme les experts, les séquestres, les gardiens de saisie, lesquels ont souvent à réclamer leurs émoluments et leurs déboursés quelquefois très considérables.

La loi ne s'est pas occupé d'eux, elle a pensé sans doute que dans la majorité des cas les parties faisaient recouvrer par un avoué distractionnaire les frais qui pouvaient leur être dus ; que les autres officiers ministériels se faisaient payer d'avance, et souvent par les avoués, les notaires ou les huissiers qui devenaient ainsi créanciers à leur place. De même pour les experts et autres auxiliaires de la justice.

Aussi la loi a-t-elle donné une énumération précise de ceux à qui elle doit profiter. Et cette énumération qu'elle donne dans son titre et qu'elle reprend plusieurs fois dans ses articles doit être considérée comme limitative, car nous sommes ici dans une matière tout à fait exceptionnelle. Seuls, les notaires, les avoués et les huissiers pourront recourir à ce texte d'exception (1).

1. Toutefois la loi des finances du 30 janvier 1907 (art. 79)

La grande majorité de la doctrine (1) et de la jurisprudence (2) a admis ce principe qui ne nous paraît pas douteux et qui ressort aussi bien de l'étude des travaux préparatoires que de la lecture du texte.

En conséquence toutes les autres personnes à qui des frais seraient dus, que ce soient des officiers ministériels, ou des particuliers investis ou non de fonctions auxiliaires de la justice, devront, s'ils veulent poursuivre leur débiteur, employer les moyens que le droit commun met à leur disposition, c'est-à-dire une action en justice (3).

étend le bénéfice de la loi de 1897 aux commissaires-priseurs et aux greffiers de justice de paix ; mais seulement en ce qui concerne la prescription des demandes en taxe et des actions en restitution de frais dirigées contre eux ; matière que nous n'étudions pas dans ce travail.

1. V. Didio. *Commentaire de la loi de 1897. Recue du notariat*, 1898, p. 624. Voir aussi le *Commentaire* de M. Legend dans les *Lois nouvelles* de 1898, et les notes sous les arrêts ci-dessous dans les recueils de jurisprudence.

2. Lyon, 3 novembre 1898. S. 1899. 2. 120 ; D. 1899. 2. 449. — Cass., 29 octobre 1900. S. 1901. 1. 277 ; D. 1901. 1. 23. — Paris, 24 janvier 1907. *Gaz. Trib. rec.*, 1907. 2. 293. — Cass., 10 juin 1907. *Gaz. Trib.*, du 12 juin 1907.

3. V. 2 juin 1899. D. 1901. 2. 295, pour les gardiens de saisie. — Nancy, 18 janvier 1902. *Pand. fr.*, 1903. 2. 73, pour les gardiens de scellés. — Trib. de la Seine, 8 juillet 1901 et 12 décembre 1902, *La Loi* du 19 mai 1903, pour les séquestres. — Cass., 21 février 1899. *Pand. fr.*, 1899. 1. 422, pour le gardien des meubles d'une succession. — Lyon, 29 novembre 1906. *Gaz. des Trib. rec.* 1907. 2. 352 ; S. 1907. 2. 263. — Pour les

Il a été cependant jugé (1) que lorsque l'officier ministériel visé par la loi de 1897 avait commencé les poursuites conformément à cette loi, et les abandonnait ensuite, la partie restée créancière des frais avait le droit de continuer pour son propre compte la procédure commencée.

Mais nous ne croyons pas que cette décision, d'ailleurs assez faiblement motivée, ait fait une exacte application de la loi. L'esprit de cette loi est bien de réserver aux seuls officiers publics qu'elle désigne de façon expresse, la procédure qu'elle institue, et si ces officiers publics, pour une raison quelconque renoncent à leur droit avant ou après avoir commencé les poursuites, les parties restées créancières peuvent bien à leur tour poursuivre les débiteurs de frais, mais seulement d'après les règles en vigueur avant 1897.

Il doit en être ainsi, même quand il s'agit du cas où un avoué distractionnaire des dépens a été désintéressé par son client, et où ce client voudrait poursuivre lui-même le recouvrement de ces dépens con-

experts, la loi de 1897 n'est pas applicable (V. Rennes, 2 juin 1899. D. 1901. 2. 295), mais il existe pour eux des règles spéciales pour le recouvrement de leurs frais. Ceux-ci sont taxés par le président du tribunal qui a ordonné l'expertise, au bas du rapport, et il leur en est délivré exécutoire. (V. C. pr. civ. art. 319.)

1. Trib. de Lyon, 19 janvier 1899. S. 1901. 2. 146.

tre son adversaire. Il devra avoir recours aux voies ordinaires, et ne pourra pas bénéficier d'une sorte de subrogation dans les droits de son avoué ; subrogation qui n'est admise par aucun texte, et dans des droits tellement spéciaux qu'il semble bien que seuls en peuvent user ceux pour qui ils ont été créés.

Mais tout autre est la situation lorsque l'officier ministériel est démissionnaire ou décédé, et que son successeur ou ses héritiers réclament des frais que leur auteur n'a pas recouvré avant sa mort ou sa démission. Dans ce cas, les héritiers ou le successeur, ou d'une façon plus générale les ayants cause de cet officier ministériel n'agissent plus, comme dans les cas précédents, en vertu d'un droit qui leur est propre et personnel. Ils représentent pour ainsi dire la personne de leur auteur, et comme lui, ils peuvent se prévaloir des dispositions de la loi de 1897 (1).

Il peut se faire aussi qu'un des officiers publics visés par cette loi, n'ait pas cédé à son successeur, en démissionnant, les créances de frais non encore recouvrés par lui. Devenu simple particulier, pourrait-il en poursuivre le recouvrement par la procédure spéciale que nous allons étudier ? Nous pensons que oui. Sa créance est née au moment où il était officier

1. V. Melun, 16 décembre 1898. S. 1899. 2. 83. — V. aussi Garsonnet. *Précis de procédure*, 2^e édition, t. III, p. 693, note 6.

ministériel, le caractère de cette créance ne peut pas changer par suite de sa démission, et il peut employer après cette démission comme avant la procédure en question (1).

§ 2. — *Pour le recouvrement de quels frais doit-on appliquer la loi de 1897 ?*

Donc, avons-nous vu, seuls les notaires, les avoués et les huissiers, auxquels il faut ajouter leurs héritiers et leurs successeurs peuvent employer, pour recouvrer leurs créances de frais la procédure spéciale de la loi de 1897.

Il faut nous expliquer maintenant sur deux points. D'abord que doit-on entendre par le mot *frais* ? Et ensuite n'est-il pas des hypothèses où même pour des créances de frais, les officiers ministériels dont nous parlons devront recourir à d'autres règles (2) ?

En ce qui concerne le premier point, notre intention n'est pas d'examiner ici en détail quelles sommes, exactement, dans chaque sorte d'affaires, doivent être comprises dans les frais. Cela sortirait du cadre de cette étude. Nous nous bornerons à dire que les frais comprendront d'abord les émoluments auxquels les tarifs donnent droit aux officiers publics

1. Trib. Seine, 11 janvier 1901. *France judiciaire*, 1901. 2. 272.

2. V. notamment Cass., 24 avril 1901. S. 1901. I. 261.

pour les actes de leurs ministère, et aussi les déboursés qu'ils ont dû faire à l'occasion de ces actes.

Cependant, une question importante va nous arrêter ici. En dehors de ces émoluments et déboursés, ils ont souvent droit indiscutablement à des honoraires, soit à titre de gérants d'affaires, soit à titre de mandataires, pour des démarches auxquelles ils ont dû se livrer, pour des soins particuliers qu'ils ont eu à donner, l'occasion des affaires à eux confiées (1). Peuvent-ils réclamer ces honoraires comme s'il s'agissait de frais proprement dits ?

A notre avis, certainement non. Contrairement à la loi de 1881, qui parlait de « frais et honoraires », la loi de 1897 n'emploie que le mot « frais ». Et la lecture des travaux préparatoires nous montre que cette différence de rédaction a été intentionnelle de la part du législateur. Dans son rapport à la Chambre des députés, déposé le 4 juin 1896 M. Bertrand s'exprimait de la façon suivante :

« En maintenant cette rédaction (*frais et honoraires*) il pourrait se produire un doute, un malentendu, une confusion.

« Ce qui nous occupe dans la loi en discussion, ce sont les rapports des notaires, avoués et huissiers avec leurs débiteurs au sujet de leurs *frais* et non pas au sujet de leurs honoraires. Les frais compren-

1. V. notamment Cass., 24 avril 1901. S. 1901.1.261.

nent les déboursés et les émoluments, ils sont sous ce double aspect soumis au tarif, à l'appréciation du magistrat taxateur ; en matière sommaire ils sont taxés et liquidés dans le jugement lui-même.

« Il n'en est pas de même pour les honoraires qui ont un tout autre caractère, une tout autre origine. Si, pour un motif quelconque le notaire, l'avoué, l'huissier croit avoir à réclamer des honoraires, cette question se traite à l'amiable entre lui et celui qu'il considère comme son débiteur. A défaut d'accord amiable, les tribunaux compétents sont appelés à se prononcer. C'est alors un procès soumis aux règles ordinaires concernant les procès. Nous proposons donc, dans les différents articles du projet de loi, la suppression du mot *honoraires*. »

Il n'est donc pas possible d'hésiter ; la loi de 1897 ne concerne que les frais proprement dits, c'est-à-dire les émoluments et les débours (1).

Mais pour ces frais eux-mêmes, il y a des cas où la législation antérieure n'a pas été abrogée, et, où cette législation en règle encore le recouvrement.

Nous avons vu déjà qu'en matière sommaire, la liquidation et le recouvrement des dépens avaient été réglés par le deuxième décret du 16 février 1807. Aux termes de ce décret, la liquidation des dépens d'un procès jugé en matière sommaire, devait être

1. V. Trib. Saint-Calais, 3 juillet 1903. *Bull. taxe*, 1904, p. 91. — Trib. Montdidier, 8 déc. 1905. *Bull. taxe*, 1906, p. 146.

faite par l'arrêt ou le jugement qui les avait adjugés. En conséquence, aussitôt le jugement rendu, l'avoué qui avait obtenu la condamnation devait remettre au greffier l'état des dépens adjugés, et la liquidation était insérée après taxe dans le dispositif de ce jugement. De la sorte on avait entre les mains, après avoir levé le jugement, un titre exécutoire aussi bien pour les frais que pour le principal.

Ce jugement était « au chef de la liquidation » susceptible d'opposition dans les trois jours de la signification à avoué ; il était statué sommairement sur l'opposition et on ne pouvait interjeter appel du jugement sur opposition que s'il y avait en même temps appel de quelque disposition sur le fond.

Toutes ces règles n'ont pas été abrogées par la loi du 24 décembre 1897. En matière sommaire, les jugements contiennent encore liquidation des dépens. Mais dans les cas exceptionnels où elle n'y est pas contenue pour une raison quelconque, il faut employer la procédure nouvelle. C'est ce qui arrivera dans les quatre hypothèses suivantes :

1° Si la partie qui a obtenu jugement néglige de le lever ;

2° Si, en fait, par suite de la négligence de l'avoué qui a obtenu condamnation ou du greffier, ou pour tout autre cause le jugement a été levé sans qu'on y ait inséré la liquidation des dépens.

3° En ce qui concerne les frais faits depuis le jugement ;

4° Si, avant le jugement, une des parties s'est désistée de l'instance en s'engageant à payer les frais.

L'article 5 de la loi de 1897 s'est nettement expliqué sur ce point, en décidant que ses dispositions « s'appliquent aux frais non liquidés par le jugement ou l'arrêt, réclamés par un avoué distractionnaire des dépens contre la partie adverse condamnée à les payer ».

A plus forte raison, s'appliqueront-elles aux frais réclamés par l'avoué du perdant à son client. Elles s'appliqueront aussi lorsque l'avoué distractionnaire agira non point contre le perdant, mais contre son propre client dans les cas où il serait obligé de le faire à cause de l'insolvabilité du perdant ou pour toute autre raison. Car il est admis que l'avoué distractionnaire des dépens ne perd pas, par l'effet de la distraction, son action contre son client (1).

Devant les juridictions d'exception, les frais sont aussi, en général, liquidés par le jugement; par

1. Pigeau. *Procédure civile*, t. I, III^e partie, titre V, chap. V, art. 3, n° 6. — Boncenne. *Théorie de la proc. civ.*, t. II, p. 571. — Boitard et Colmet d'Aage. *Leçons de proc. civ.* — Chauveau et Carré. *Lois de la procédure civile*, Quest., 569.

Cass., 13 juin 1837. S. 1837.1.572; D. 1837.1.371. — Orléans, 16 mai 1849. S. 1849.2.618; D. 1849.2.191. — Rennes, 28 mars 1851. S. 1852.2.571; D. 1852.2.253 et 1853.2.16. — Paris, 25 juin 1890. *La Loi* de 1890, p. 1113.

exemple en matière commerciale et devant les tribunaux de paix. Mais, de quelle façon recouvrer ces frais, si pour une raison ou pour une autre, ils n'ont pas été liquidés au jugement émané d'un tribunal d'exception.

Pour les jugements des tribunaux de paix, la question a été tranchée par l'article 17 de la loi du 12 juillet 1905 qui donne aux juges de paix compétence pour connaître des actions en paiement des frais faits ou exposés devant eux, mais elle reste entière pour ce qui concerne les autres tribunaux d'exception. Pour ceux-là, il y a depuis longtemps controverse sur le point de savoir s'ils sont compétents pour juger les difficultés concernant les frais faits devant eux. Cependant la majorité de la doctrine et de la jurisprudence semble bien être fixée dans le sens de l'incompétence en cette matière des juridictions exceptionnelles. Quant à nous, nous croyons avec M. Garsonnet (1 et 2) que seuls les tribunaux d'arrondissement et les cours d'appel ont compétence

1. *Loc. cit.*, 2^e édit, vol. 2, § 420, p. 47.

2. Les adversaires de cette opinion se basent sur ce que les tribunaux d'exception ayant une certaine autorité sur les officiers ministériels exerçant auprès d'elles, il semble qu'ils devraient pouvoir taxer leurs frais et connaître des difficultés élevées à propos de ces frais. Mais nous ne croyons pas que cette considération suffise pour donner, sans texte, une compétence nouvelle à un tribunal d'exception.

V. les décisions dans les deux sens rapportées par M. Garsonnet, *loc. cit.*

pour les réclamations de frais. Il faudra en conséquence, à notre avis, employer pour recouvrer les frais non liquidés par un jugement d'une juridiction d'exception, la voie de la procédure établie par le législateur de 1897.

Doit-il en être de même pour ce qui concerne le recouvrement des frais exposés par un avoué devant un tribunal correctionnel ou criminel ?

Nous le pensons. En effet, ces frais sont bien facultatifs, mais il n'en est pas moins dans les attributions de l'avoué de les faire. Les avoués ont le droit de postuler devant le tribunal criminel, et le recouvrement de leurs frais en cette matière rentre donc parfaitement dans le cadre de la loi de 1897 (1).

Néanmoins cette conclusion a été constatée. On a dit qu'il s'agit ici de frais exposés en correctionnelle et en assises, et qu'il n'existe pas devant ces juridictions de procédure en Chambre de Conseil semblable à celle que la loi en question a inventée pour les difficultés relatives aux frais. D'autre part, de semblables frais ne peuvent faire l'objet d'aucune taxe parce qu'ils n'ont pas été prévus par les tarifs, et comme la taxe, nous le verrons, est le préliminaire obligé de la procédure de la loi de 1897, il est impossible de recourir à cette procédure. Donc, s'il s'agit d'une réclamation de la partie civile motivée

1. V. en ce sens : Bouissou, *loc. cit.*, p. 300, n° 572.

sur ce que les frais par elle exposés n'ont pas été compris dans la liquidation des dépens, il faudra faire appel de la décision intervenue (1) ; et s'il s'agit de frais réclamés par l'avoué contre son client il ne pourra prendre que les moyens de droit commun (2).

Cette argumentation ne nous semble pas déterminante. L'intention du législateur de 1897 a certainement été de régler tous les frais dus aux avoués, notaires et huissiers, pourvu qu'ils aient rapport aux actes de leur ministère. Or, un avoué qui prend des conclusions dans une affaire criminelle fait-il un acte de son ministère ? Oui certainement. Sans doute la présence de l'avoué n'est pas indispensable, mais ce point ne pourrait en tout cas avoir d'intérêt que dans les relations de l'avoué avec l'adversaire condamné aux dépens. Dans ce cas, si son assistance n'a pas été commandée par les nécessités de la défense, les frais ne seront pas compris dans les dépens. Mais le client n'en sera pas moins tenu vis-à-vis de l'avoué dont il a requis le concours (3).

Et d'ailleurs les frais en question peuvent parfai-

1. Remarquons ici que cette voie de recours est impossible quand il s'agit d'un arrêt rendu par la cour d'assises.

2. Trib. correct. de la Seine, 20 nov. 1900. *Gaz. des Trib.* du 23 janvier 1901.

3. Bouissou, *loc. cit.*, p. 302, n° 574.

tement être taxés. Il serait facile de multiplier les cas où faute d'un texte, le juge est dans l'obligation de taxer par analogie. Mais, bien mieux, il nous semble que le tarif du 16 février 1807, vise formellement dans son article 67 le cas qui nous occupe. D'une manière générale, l'assistance de l'avoué dans les procès criminels n'a trait qu'à des intérêts purement civils qui, pour se débattre devant un tribunal autre que celui qui est habituellement appelé à les juger n'en conservent pas moins leur nature propre. Or, les demandes en réparation du préjudice causé sont justement tarifées par cet article 67 du tarif de 1807 dont nous invoquons l'autorité (1).

Dans un autre ordre d'idées, faisons remarquer que la loi de 1897 n'a pas pu vouloir porter atteinte aux règles spéciales de recouvrement de frais établies par les lois sur l'assistance judiciaire (2).

§ 3. — *Contre qui doit être dirigée la procédure de la loi de 1897*

Il ne nous reste plus, avant de passer à l'étude de la procédure qui nous occupe, qu'à déterminer contre qui elle devra être dirigée.

1. V. en notre sens. Boucher d'Argis et Sorel. *Dictionnaire de la taxe*. Mot *affaires correctionnelles*, p. 22. — Dutruc. *Supplément aux lois de la procéd. civ.*, t. II, p. 78, n° 37. — Carré et Chauveau. *Suppl.*, t. VII, p. 141. Quest., 546, *quinquies*. — Pand. fr. rep., mot *Taxe*, n° 3341.

2. V. les lois du 22 janvier 1850 et du 10 juillet 1901.

En général, la question ne présentera pas de difficulté. A part le cas où il s'agit d'un avoué distractionnaire des dépens, et où ce sera la partie condamnée aux dépens qu'il faudra poursuivre, la procédure s'engagera contre le client lui-même (1) de l'officier ministériel créancier, c'est-à-dire contre la personne au nom de qui et pour qui il aura fait les actes de son ministère.

Cependant l'officier ministériel n'a pas toujours directement affaire avec la personne pour qui il a exercé. Très souvent les actes sont faits par lui, sur l'ordre d'un autre officier ministériel, d'un agréé, d'un homme d'affaires, d'un de ces intermédiaires en un mot qu'on nomme dans le langage de la pratique des *correspondants*.

Dans ce cas, la question se pose alors de savoir si l'officier ministériel peut réclamer à son correspondant les frais qui lui sont dus, et à supposer qu'il en soit ainsi, s'il peut le faire conformément à la loi du 24 décembre 1897.

Le premier point ne nous semble pas douteux, au moins dans un grand nombre de cas. Très souvent en effet, un notaire un avoué ou un huissier ne consent à faire des avances de frais à un client qu'en considération de l'intermédiaire qui le lui présente.

1. Ou, bien entendu, s'il y a lieu contre les représentants ou ayants cause de ce client, selon les règles de notre droit.

Il est juste que cet intermédiaire ne puisse pas se dérober ensuite lorsque le client est insolvable ou récalcitrant. Les tribunaux ont décidé maintes fois que l'officier ministériel avait un recours contre son correspondant, et même dans certains cas une action solidaire contre lui et le client (1).

Mais tout en lui reconnaissant ce droit, nous ne pouvons pas lui accorder pour la poursuite de l'intermédiaire le bénéfice de la procédure de la loi de 1897.

Un arrêt de la Cour de Pau (2) a cependant été jusque là. Cet arrêt se base sur ce que la loi en question est conçue à ce sujet en termes généraux et donne le bénéfice de ses dispositions contre toute *partie débitrice*, expression qui lui semble désigner tout débiteur quelconque de frais.

Nous croyons, au rebours de la décision que nous venons de citer, que ces mots *partie débitrice* n'ont pas ce sens large et restreignent aux seuls débiteurs qui ont été *parties* dans l'acte ou dans le procès l'application de la loi. Ni les travaux préparatoires, ni les rédactions successives de la loi n'ont employé le

1. Paris, 14 mars 1861. S. 1861, 2, 352. D. 1861, 2, 249. Grenoble, 10 décembre 1853. S. 1856, 2, 105. D. 1856, 2, 115. Paris, 19 mai 1855. S. 1855, 2, 428. D. 1855, 2, 215. Trib., Seine, 16 février 1900. *Monit. huissiers*, 1900, 2, 135. *Lois nouvelles*, 1900, 4, 116.

2. Pau, 9 février 1900. D. 1903.2.140,

mot *débiteur* seul ; le mot *partie* lui est toujours accolé, et ce mot a un sens technique que les rédacteurs de la loi n'ont pas pu méconnaître (1).

A notre avis, on ne pourra donc poursuivre au moyen de la procédure simplifiée qui nous occupe que les parties à l'acte ou au procès générateur des frais (2),

D'ailleurs, comme nous le verrons par la suite, cette procédure débute par une ordonnance de taxe exécutoire délivrée par un magistrat sur le seul vu des pièces taxables. Il serait étrange que ce magistrat puisse donner une pièce de cette conséquence contre une personne de lui totalement inconnue, dont le nom ne figure dans aucun des actes qu'il a sous les yeux et dont il ne peut apprécier ni à quel titre, ni pourquoi elle peut être poursuivie.

C'est donc contre la partie elle-même qu'il faut agir ; et celle-ci, sauf l'effet de la procédure de désaveu que nous ne pouvons étudier ici, et sauf son recours contre l'intermédiaire, s'il y a lieu, ne peut

1. Il est vrai que si, dans l'espèce envisagée par la Cour de Pau, le débiteur des frais n'était pas à proprement parler partie dans l'acte dont le prix formait l'objet du litige, il s'agissait d'un acte de dépôt chez un notaire d'une convention sous seings privés où le débiteur en question était partie, et s'était engagé à payer les frais.

2. En notre sens ; Trib. Seine, 16 février 1900, *précité*. — Trib. Senlis, 15 juillet 1902. *Journal des avoués*, 1903, p. 171. *Journal des huissiers*, 1903, p. 149.

se soustraire aux poursuites sous le prétexte qu'elle n'a pas donné d'ordres elle-même (1).

Nous pensons avoir délimité à peu près exactement les cas d'application de la procédure que nous avons entrepris d'étudier. Nous pouvons maintenant aborder l'examen de cette procédure, et c'est cet examen que nous nous proposons de faire dans les chapitres suivants.

1. Trib. Seine, 12 août 1898. *Gaz. Pal. rep.*, 1899, 2, 105.

CHAPITRE III

Taxe. Ordonnance de taxe et sa signification

Nous avons déjà dans notre premier chapitre, donné une idée générale de la procédure instituée par la loi du 24 décembre 1897. Avant d'entrer maintenant dans les questions de détails, voici sommairement la marche de cette procédure.

Tout d'abord un magistrat taxe les frais à recouvrer, puis délivre à l'officier ministériel débiteur une ordonnance de taxe. Cette ordonnance doit être signifiée suivant certaines formes, moyennant quoi elle est exécutoire sur minute et produit les mêmes effets qu'un jugement. La partie débitrice a le droit dans un délai relativement court de former opposition à cette ordonnance, et si elle profite de ce droit, il s'engage alors une instance rapide devant la Chambre du Conseil, instance qui se termine par un jugement susceptible d'appel dans les conditions ordinaires.

Il ne nous reste plus qu'à étudier de près chacune des étapes que nous venons d'indiquer.

§ 1. — *Taxe*

A. — *Obligation de faire taxer.* — L'article 3 de la loi du 24 décembre 1897 s'exprime dans son premier alinéa de la façon suivante : « Les notaires, avoués ou huissiers ne pourront poursuivre le paiement des frais s'appliquant aux actes de leur ministère, qu'après en avoir obtenu la taxe. »

Ceci est une innovation. Avant cette loi, lorsqu'un officier ministériel commençait des poursuites pour obliger un débiteur à lui payer des frais, il était seul juge de la somme à réclamer, quitte à voir sa demande réduite par le tribunal dans le jugement rendu sur cette demande.

Il pouvait en être ainsi, même après la loi de 1881 en ce qui concerne les notaires puisque, comme nous l'avons déjà fait remarquer, cette loi n'était pas d'un usage obligatoire, et puisque le notaire pouvait, s'il le jugeait avantageux, recourir à une demande en justice ordinaire.

L'innovation est excellente. Elle contraint les officiers ministériels à ne réclamer que ce qui leur est dû exactement, contrairement à une habitude regrettable des plaideurs qui, trop souvent, demandent au

tribunal le double de ce qu'ils espèrent obtenir ; et cela est plus conforme à la dignité de leur charge.

Aussi croyons-nous qu'il faudra étendre cette obligation de faire taxer leurs frais, même dans le cas où il ne leur est pas possible de les recouvrer par la voie de l'ordonnance de taxe, par exemple lorsqu'ils devront les réclamer à un correspondant. La rédaction de l'alinéa que nous citons plus haut est assez large pour justifier cette solution.

Depuis longtemps, certaines chambres de discipline ont imposé aux officiers ministériels placés sous leur surveillance, l'obligation de faire taxer tout d'abord par elles les états de frais, avant de les soumettre à la taxe du juge. C'est là une pratique qui ne peut avoir que de bons effets. Elle facilite la tâche du juge taxateur, et donne du poids à la réclamation de l'officier public (1).

B. — *Quel doit être le magistrat taxateur ?* — La loi de 1899, à part cette obligation de faire taxer, préliminaire de toute réclamation de frais, a peu innové en cette matière de la taxe. Elle n'a guère apporté de modifications à la législation antérieure qu'en ce qui concerne la désignation du magistrat taxateur.

A cet égard, elle distingue d'abord pour les frais ordinaires entre les notaires d'une part, et les

1. V. à ce sujet Garsonnet, 2^e édit., t. III, p. 687.

avoués et huissiers d'autre part. Puis elle s'occupe des frais relatifs à une instance, et enfin des frais en matière de compte, liquidation et partage.

Frais ordinaires. — La loi de 1897, disons-nous distingue pour ce qui concerne la taxe des frais en général, entre les notaires d'une part, et d'autre part les avoués et huissiers.

En ce qui concerne les actes notariés, aux termes de la législation antérieure, la taxe de ces actes appartenait au président du tribunal de première instance de la résidence du notaire qui les avait faits. La loi nouvelle consacre cette disposition (1), mais donne au président le droit de déléguer un juge, s'il se trouve empêché. Remarquons à ce propos que d'après la jurisprudence, le fait que le président a été empêché ressort suffisamment de l'intervention d'un juge qui a taxé à sa place (2).

Pour ce qui est des frais dus aux avoués et aux huissiers, la loi décide qu'ils seront taxés « par le président du tribunal, ou par le premier président de la cour d'appel où les frais ont été faits, ou à leur défaut par un juge qu'ils désigneront ».

1. Disons à ce propos qu'il faut se placer au moment où les frais ont été faits pour déterminer la résidence du notaire. S'il change de résidence après avoir fait les actes générateurs de frais, ce sera le président de son ancienne résidence, et non celui de la nouvelle qui devra taxer. Didio, *Comment. de la loi de 1897*, dans *Revue de Notariat* de 1898, n° 141.

2. Cass., 2 janvier 1872. S. 1872. 1. 57; D. 1872. 1. 252.

Cette rédaction n'est pas à notre avis excellente quoiqu'elle ne soulève en somme aucune difficulté. « Où les frais ont été faits » veut sans doute dire *dans le ressort duquel les frais ont été faits*, et non pas *devant qui* les frais ont été faits puisqu'il ne s'agit pas toujours de frais d'instance. D'autre part si le premier président de la cour d'appel ne procède pas lui-même à la taxe, c'est un conseiller de la cour qu'il devra déléguer, et le mot *juge* de notre texte est pris là dans son sens large.

La loi ne nous dit pas, pour les avoués et huissiers que le président devra se faire remplacer *en cas d'empêchement*, comme elle disait pour les notaires, mais bien *à son défaut*, ce qui semblerait accorder ici plus de latitude au président. Mais en pratique ces deux rédactions reviennent au même, grâce à la jurisprudence que nous avons rapportée plus haut et qui présume le président empêché par cela seul qu'il s'est fait remplacer.

Frais d'instance. — S'il s'agit de frais d'instance, ils doivent être taxés par le président du tribunal devant qui les frais ont été faits.

Il y a encore là une innovation importante comme d'ailleurs pour tout ce qui concerne la taxe du président pour les frais d'huissiers et d'avoués puisque, comme nous l'avons vu dans notre premier chapitre, avant 1897, une taxe ne pouvait être valablement faite, en dehors de quelques cas spéciaux, que par

le tribunal entier, statuant sur une demande en justice.

Le président peut encore se faire remplacer par un juge, mais ce juge devra être pris, à moins d'empêchement, parmi ceux qui ont pris part au jugement (1).

Frais en matière de compte, liquidation et partage. — En cette matière, une difficulté divisait les auteurs et la jurisprudence pour le cas où il s'agissait d'un partage judiciaire. Était-ce le président ou le juge commissaire qui devait taxer les frais? La loi de 1897 a mis fin à cette incertitude et donne compétence pour cette taxe au juge-commissaire, sauf empêchement.

C. — *Formes de la taxe.* — La loi du 21 décembre 1897 n'a apporté aucune règle nouvelle en ce qui concerne la forme de la taxe. Depuis cette loi, l'introduction de la demande de taxe se fera simplement par le dépôt au greffe de l'état de frais sur timbre, signé par l'officier ministériel (2). Cet état de frais

1. La loi n'a prévu que les frais d'instance faits devant un tribunal de droit commun : tribunal d'arrondissement en cour d'appel. S'il s'agit de frais faits devant une juridiction d'exception et non liquidés par le jugement, le tribunal de 1^{re} instance est nous l'avons vu, seul compétent pour ce qui concerne le recouvrement de ces frais, et la taxe doit être faite par le président de ce tribunal.

2. Nous avons vu que généralement les frais sont taxés par la chambre de discipline de l'office ministériel, avant de l'être

doit être rédigé sur plusieurs colonnes d'après des règles que nous n'avons pas à étudier ici.

Nous n'avons pas non plus l'intention d'entrer dans le détail d'une controverse qui s'était élevée dans la doctrine sur la question de savoir si la demande de taxe était bien une véritable demande judiciaire (1). L'intérêt principal de la question était de savoir si oui ou non le juge pouvait élever le chiffre de la demande et statuer ainsi *ultra petita*. En pratique, cet intérêt était plutôt assez mince.

Bornons-nous à dire que depuis la loi de 1897, depuis que la taxe peut être le préliminaire d'une véritable instance, ou même se transformer par sa signification non suivie d'opposition en un titre exécutoire ayant tous les caractères d'un véritable jugement, il faut considérer la demande de taxe comme une sorte de demande en justice. Le juge taxateur ne pourra donc pas élever les chiffres portés sur l'état de frais qui lui est soumis.

Faisons remarquer ici pour n'y plus revenir que la demande de taxe n'est pas nécessairement le prélude d'une poursuite en recouvrement de frais, que l'offi-

par le juge. L'état taxé par la chambre sera dans ce cas joint, sur papier libre, à l'état sur timbre.

1. V. sur cette controverse dans notre sens : Bouissou nos 316 et 376. — En sens contraire : Dutruc, *Bulletin de taxe*, t. I, p. 109 à la note. — Amiaud et Legrand, p. 78, n° 60, — Roland de Villargues, *Honoraires*, n° 30.

cier ministériel qui l'aura formée sera en droit de ne pas continuer la procédure après qu'il aura obtenu son ordonnance de taxe, et que d'ailleurs la partie débitrice elle-même a un moyen de faire taxer par le magistrat compétent les frais qu'elle trouve exagérés. L'officier ministériel détenteur des pièces justificatives sera bien obligé de les présenter au magistrat t taxateur, si cette partie refuse de payer, puisqu'il n'a pas d'autre moyen de commencer des poursuites. La partie débitrice a, de cette façon, un moyen très sûr d'obtenir la taxe dont elle pourra payer le montant aussitôt qu'elle sera faite.

§ 2. — Ordonnance de taxe

A. — *Formes.* — La loi ne détermine pas dans quelle forme le magistrat compétent devra rendre son ordonnance de taxe et lui laisse par conséquent toute latitude à ce sujet.

En pratique, il emploie une forme extrêmement simple. Sur l'état de frais qui lui est remis par l'officier public, il vérifie les chiffres demandés, les compare à ceux accordés par les tarifs (1), et fait les

1. La loi de 1897 porte une disposition spéciale relative à la façon dont doivent être taxés les actes non tarifés des notaires. Cette taxe, dit-elle, doit être « arrêtée... suivant la nature et l'importance de ces actes, les difficultés que leur

retranchements qui lui semblent devoir être faits. Puis après avoir visé et paraphé les actes et pièces jointes à l'appui pour éviter qu'on ne les représente frauduleusement à l'appui d'une deuxième taxe, il inscrit au bas de l'état de frais la somme totale qu'il estime être due à l'officier ministériel, date et signe.

Cet état de frais taxé constitue désormais l'ordonnance de taxe.

On est à peu près d'accord pour penser que cela suffit, et qu'il n'est pas besoin que les retranchements décidés par le juge aient été motivés par l'ordonnance (1).

B. — *Effets*. — L'ordonnance de taxe ne produit pas par elle-même d'effets juridiques. Il lui faut pour cela, avoir été signifiée et que les délais d'opposi-

rédaction à présentées et la responsabilité qu'ils peuvent entraîner ».

Aujourd'hui, depuis les décrets du 25 août 1898 rendus en exécution de la loi du 20 juin 1896 et tarifiant les actes notariés, cette disposition sera d'une application extrêmement rare. Elle ne régira guère que les transactions, actes pour lesquels les décrets de 1898 se réfèrent expressément à la disposition ci-dessus rapportée.

1. Garsonnet, 1^{re} édition, t. III § 500, p. 170. Bouissou, *loc. cit.*, 387, p. 193. — Fuzier-Hermann. *Rep. gén. du dr. fr.*, V^o *Dépens*, n^{os} 2688-2689. — Pand. fr. rép. V^o *Taxe*, n^{os} 3010 et suiv.

Douai 14 mars 1838. S. 1839. 2. 219. D. 1838. 2. 209. — Trib. Béziers, 21 juillet 1900. D. 1901. 2. 432.

En sens contraire : Boucher d'Argis et Sorel. *Taxe des dépens*, n^o 9, note b, p. 650-651.

tion soient écoulés. Cependant en pratique, aussitôt rendue, et avant toute signification, elle peut produire un effet très important. Il arrive en effet très souvent que le débiteur de frais paye, aussitôt que la taxe a été réglée par le juge parce que ce débiteur ne voulait payer qu'après taxe, craignant que l'officier ministériel ne lui demandât plus qu'il ne lui était dû.

Et ceci nous amène à examiner une question assez importante en pratique.

Le débiteur qui paye pourra-t-il exiger contre le paiement, la remise de l'ordonnance de taxe ?

On a prétendu qu'il ne le pouvait pas, parce que d'après les termes mêmes de la loi de 1867, (art. 4 § 1) l'ordonnance de taxe est une minute, et qu'une minute doit rester entre les mains de celui qui en a bénéficié (1).

Mais cette opinion n'a pas prévalu dans la doctrine et dans la jurisprudence (2). Et en effet on ne peut pas dire qu'une ordonnance de taxe soit une minute dans le véritable sens du mot. Elle ne reste pas entre les mains d'un officier public chargé officiellement de la conserver ; la loi en interdit la délivrance

1. V. Legrand, *loc. cit.*, n° 28.

2. V. Pand. fr. rép. *Taxe*, n° 3091. — Sevenet *Bull. taxe*, t. XXVIII p. 89 et suiv. — Bouissou, *loc. cit.*, p. 213, n° 423. Trib. Bordeaux, 3 janvier 1900. *J. des arrêts de Bordeaux*, 1900. 2. 45.

sous forme de grosse, et en ordonne la remise au bénéficiaire.

D'ailleurs, on ne voit pas quel motif pourrait invoquer l'officier ministériel pour garder l'ordonnance de taxe quand il est payé.

Pour se défendre contre une demande en restitution, peut-être ? Mais le demandeur en restitution sera bien forcé pour appuyer sa demande, de produire lui-même la taxe ou tout au moins la signification qu'il en a reçue.

L'officier ministériel n'a donc aucun danger à courir. Il devra remettre la taxe à son débiteur quand celui-ci l'exigera en payant les frais dûs ; et il devra la remettre également à son client lorsque celui-ci, quoique n'étant pas débiteur des frais, les lui paiera tout de même, et lui demandera la taxe pour pouvoir à son tour contraindre au paiement le véritable débiteur (1).

Mais tout cela ne concerne que le cas où l'officier ministériel est payé à l'amiable. Quand il est forcé de recourir à l'exécution, il doit d'abord faire apposer sur l'ordonnance de taxe qu'il a obtenue la formule exécutoire, et signifier ensuite cette ordonnance.

Nous allons donc étudier successivement la formalité de l'apposition de la formule exécutoire, la

1. Sevenet. *Bulletin de taxe*. t. XXVIII, p. 89 et s.

signification de taxe, les effets de l'ordonnance signifiée, et enfin les effets de l'ordonnance de taxe devenue définitive.

§ 3. — *Apposition de la formule exécutoire*

La loi n'a pas voulu que l'on soit obligé de faire des expéditions en forme de grosse de l'ordonnance de taxe pour y ajouter la formule exécutoire, comme cela se passe pour les autres décisions de la justice. C'est donc sur la minute de l'ordonnance que cette formule sera apposée (1).

M. Bisseuil, dans son rapport au Sénat du 12 juillet 1893, disait à ce propos : « Il n'est pas nécessaire... que l'acte apparaisse sous forme de grosse. Il y a déjà des exemples de décisions de magistrat, et de magistrat unique, comme le juge des référés, exécutoires sur minutes. »

1. « La minute de la taxe constituant le titre exécutoire, sa perte équivaldrait à la perte d'une grosse exécutoire ; par assimilation nous sommes d'avis que la procédure de délivrance d'une seconde grosse serait applicable, lorsqu'il y a lieu d'une seconde taxe en minute exécutoire. » Legrand, *loc. cit.*, n° 39.

M. Legrand a peut-être raison, mais en pratique il se présentera des difficultés. On ne pourra pas contraindre le greffier à délivrer ce duplicata de l'ordonnance, puisqu'elle ne laisse aucune trace au greffe. (Trib. Narbonne, 3 octobre 1900. Pand. fr. pér., 1901.2.47.) Il faudrait que ce soit le juge taxateur lui-même qui refasse une nouvelle ordonnance de taxe, sur le vu des pièces justificatives.

Il suffira donc de présenter au greffier la minute de l'ordonnance, à la suite de laquelle il écrira la formule exécutoire puisque c'est lui qui d'une façon générale est chargé de ce soin aux termes de l'article 3 du décret du 2 septembre 1891 (1).

§ 4. — *Signification de l'ordonnance de taxe*

Une fois revêtue de la formule exécutoire, l'ordonnance de taxe pour produire tous ses effets doit être signifiée. Aucun délai n'est d'ailleurs fixé pour cette signification que l'officier ministériel créancier pourra faire quand il le jugera opportun. Il ne devra pas perdre de vue cependant que sa créance est frappée après un temps assez court d'une prescription extinctive que l'ordonnance n'interrompt pas par elle-même.

1. Un jugement du tribunal de Marmande du 5 mai 1898. S. 1901.2.165 a cependant décidé que la formule exécutoire pouvait être valablement apposée par le juge taxateur, sous prétexte que cette formule faisait partie intégrante de l'ordonnance de taxe et qu'elle était apposée sur la minute. Mais nous avons vu que la formule exécutoire ne fait pas partie de l'ordonnance qui peut simplement en être revêtue (art. 4 § 1 de la loi du 24 décembre 1897.) Nous croyons donc que, quoique la formule exécutoire soit apposée sur la minute de l'ordonnance et non sur une grosse, rien dans la loi de 1897 ne peut autoriser une dérogation aux principes aussi grave que celle qu'a admise le tribunal de Marmande. V. en notre sens, note dans Sirey sous le jug. précité. V. également Lyon, 20 juin 1899. S. 1901.2.233. D. 1901.2.425.

A. — *Formes de la signification.* — Cette signification peut se faire, selon les cas, sous deux formes différentes.

Il peut se faire que la partie débitrice ait déjà un avoué constitué, celui qui a occupé pour elle dans le procès ayant donné lieu aux frais à recouvrer ; dans ce cas la signification devra être faite par acte d'avoué à avoué (1).

Dans le cas contraire, elle sera faite sous la forme d'un exploit d'huissier.

Mais quelle que soit la forme employée, elle devra contenir certaines mentions spéciales, que nous allons énumérer.

Tout d'abord, elle devra porter la copie complète de l'ordonnance du juge, avec la formule exécutoire, et le détail des frais taxés (2). Ce dernier point est une

1. Quelle est la sanction de cette règle ? Si, lorsqu'il y a avoué constitué la signification d'ordonnance de taxe est faite par exploit d'huissier, cette signification sera-t-elle nulle ? La loi ne le dit pas expressément, et aux termes de l'article 1030 du Code de procédure civile, aucune nullité d'acte ne peut être déclarée si la loi ne l'a pas formellement décidée. Nous pensons que la loi de 1897 n'a prescrit l'acte d'avoué à avoué quand il est possible que par raison d'économie. Si malgré ces dispositions le créancier emploie une signification par huissier, elle sera, à notre avis, valable, mais comme elle aura coûté plus cher, il devra supporter la différence des frais. V. Pand. fr. rép. *taxe*, n° 3059. Trib. Seine, 1^{er} juin 1900, p. 417. D. 1902.2.160.

2. C'est d'ailleurs suffisant, en fait d'actes signifiés. S'il y a eu des jugements ou des arrêts antérieurs portant condam

innovation de la loi. Sous l'empire de la législation antérieure, l'exécutoire ne contenait que le chiffre total des frais taxés. Le débiteur ne pouvait entrer dans le détail des frais qu'on lui réclamait, ni par conséquent vérifier s'il devait ou non contester. Aujourd'hui, il peut comparer les différents chiffres que la signification de taxe lui met sous les yeux, avec les tarifs. Il peut vérifier, tout de suite, ou faire vérifier si les actes dont le coût est porté sur l'état, ont bien été faits, et il lui est possible de déterminer sans retard les points sur lesquels il pourra faire porter ses contestations. C'est pour lui un avantage très important, car nous verrons qu'il n'a qu'un délai assez court pour faire opposition, et que son opposition doit être motivée.

De plus, prévoyant que la signification sera peut-être suivie d'une opposition et d'une instance, la loi, toujours dans un but de rapidité et d'économie, prescrit, et ceci à peine de nullité, que la signification d'ordonnance de taxe devra contenir constitution d'avoué pour l'officier ministériel à la requête de qui elle est faite.

Mais il n'est pas douteux que si cet officier ministériel est lui-même un avoué, il pourra très valable-

nation des frais, il est inutile de les signifier avec l'ordonnance de taxe qui est un acte exécutoire par lui-même. Cette signification serait même à notre avis frustratoire. Comp. Cassation, 26 novembre 1900. S. 1901.1.210. D. 1900.1.611.

ment se constituer pour lui-même, comme d'ailleurs cela lui est en général permis (1).

Enfin, la signification de l'ordonnance de taxe devra contenir, toujours à peine de nullité, la déclaration que l'ordonnance deviendra définitive si elle n'est pas frappée d'opposition dans la quinzaine. Le législateur a considéré cette mention comme très utile. Dans son rapport du 10 décembre 1897, à la Chambre, M. Bertrand disait : « Comme cette signification a pour conséquence de rendre définitive à l'expiration du délai de quinzaine cette ordonnance de taxe, nous désirons, pour notre part, que l'attention du débiteur soit appelée d'une façon spéciale sur ce point important, par l'acte de signification lui-même. »

Reconnaissons-là en passant, une tendance moderne de la législation en matière de procédure, tendance à réagir contre les abus qu'on a fait de la maxime « Nul n'est censé ignorer la loi » ; et à rendre les actes clairs et exempts de pièges même pour les profanes.

Avant d'en finir avec la signification d'ordonnance de taxe, faisons remarquer que lorsque la partie débitrice est un mineur, il suffira de faire cette signification à son tuteur. Il sera inutile de signifier aussi

1. Cassation, 25 janvier 1841. S. 1841. 1. 494 ; D. 1841. 1. 94. — Lyon, 20 juin 1899. S. 1901. 2. 233 ; D. 1901. 2. 425.

à son subrogé-tuteur comme on est obligé de le faire quand il s'agit d'un jugement de condamnation. En effet, l'article 4 de la loi du 24 décembre 1897 ne s'est pas référé à l'article 444 du Code de procédure civile comme on l'avait proposé. Le Sénat, et après lui la Chambre des députés ont pensé que cette référence ne devait pas être maintenue (1).

B. — *Effets de l'ordonnance de taxe signifiée.* — Afin d'en arriver au résultat voulu par le législateur de 1897, c'est-à-dire à la suppression de l'action en justice pour le recouvrement des frais, il fallait que la signification d'ordonnance de taxe produisit les mêmes effets qu'une demande en justice. Aussi l'article 4 § 7 de notre loi décide-t-il que cette signification interrompt la prescription et fait courir les intérêts.

Le premier point ne soulève point de difficultés dont l'étude rentre dans le cadre de notre sujet.

Mais le second pourrait en soulever une.

En effet, il résulte du rapprochement des articles 1153 du Code civil, et 57 du Code de procédure civile qu'en règle générale, les intérêts d'une somme d'argent qui n'en produit pas conventionnellement ou légalement, ne courent qu'à la condition d'être formellement demandés. Or, avant la loi de 1897, la jurisprudence avait toujours refusé aux officiers mi-

1. V. Didio, *loc. cit.*, n° 168. — Legrand, *loc. cit.*, n° 33.

nistériels le droit aux intérêts des sommes qui leur étaient dues, avant que ces intérêts n'aient été expressément réclamés dans une demande en justice. Et comme dans notre procédure cette demande se trouve remplacée par la signification de taxe, on pourrait dire que les intérêts ne commencent à courir qu'autant que cette signification aura parlé d'eux.

Mais nous croyons que cela est inutile. La rédaction de la loi est assez nette pour qu'on admette que par le seul fait de la signification de taxe qui est une signification de titre exécutoire, les intérêts commencent à courir (1).

Ajoutons, pour terminer, que la signification de taxe produit un dernier effet. Elle sert de point de départ aux délais d'opposition dont nous parlerons au chapitre suivant.

§ 5. — *Effets de l'ordonnance de taxe devenue définitive*

Quand les délais d'opposition que nous examinons plus loin et qui sont assez courts sont écoulés, l'ordonnance de taxe est devenue définitive. Elle constitue désormais pour celui qui l'a obtenue un titre

1. Bouissou, *loc. cit.*, p. 218, n° 431. — Trib. Troyes, 10 déc. 1902. Pand. fr., 1904. 2. 78.

exécutoire et elle emporte les mêmes effets qu'un jugement. Cela a été le vœu plusieurs fois exprimé au cours des travaux préparatoires de la loi de 1897.

L'ordonnance de taxe devenue définitive a donc force exécutoire et permet de prendre inscription d'hypothèque judiciaire.

Le premier point ne fait pas difficulté et a été adopté sans discussion par les deux Chambres. Il n'en avait pas été de même en 1881 quand il était question de donner cette force exécutoire à l'exécutoire donné aux notaires (1).

Mais la loi de 1897 est formelle aussi bien pour les notaires que pour les avoués et les huissiers ; lorsqu'ils auront signifié une ordonnance de taxe, et que les délais d'opposition seront passés, ils pourront recourir aux voies d'exécution contre leur débiteur.

Au contraire, en ce qui concerne l'hypothèque judiciaire, la discussion a été très vive. Cette hypothèque, même attachée aux décisions rendues par un tribunal entier, présente certainement des inconvénients graves, et semble mauvaise à beaucoup de bons esprits (2).

A plus forte raison, ses adversaires la considéraient-ils comme dangereuse, si elle devait être atta-

1. Voir le discours de M. Griffé au Sénat, séance du 28 juin 1881. *J. officiel* du 29 juin 1881.

2. Voir à ce sujet Planiol. *Traité élémentaire de droit civil*, 2^e édit. t. II, nos 2871 et s.

chée à la décision d'un seul magistrat, statuant sur des pièces, en dehors de la présence des parties et sans entendre leurs explications.

M. Bisseuil, le rapporteur de la loi au Sénat comptait parmi les adversaires de l'hypothèque judiciaire. La commission du Sénat rejeta tout d'abord l'idée d'attacher cette hypothèque à l'ordonnance de taxe devenue définitive, et voici dans quels termes M. Bisseuil exprimait dans son premier rapport les motifs qui l'avaient déterminée :

« Il s'est trouvé d'abord quelques membres opposés au principe même de l'hypothèque judiciaire, disposés, le moment venu de discuter cette question d'un ordre plus général, à demander qu'elle disparaisse de l'organisation de notre régime hypothécaire. Il va de soi que ceux-ci ne pourraient admettre que la vertu de conférer pareil droit appartint à la simple ordonnance d'un juge taxateur. D'autres ont été d'avis que, s'il n'y a pas lieu d'examiner en ce moment les raisons qui militent pour ou contre le maintien de l'hypothèque judiciaire légalement conférée, il convenait de ne pas en étendre l'application au delà des limites qui lui sont actuellement tracées par la loi. D'autre part, on s'est dit que les poursuites relatives au recouvrement des frais s'appliquent le plus souvent à des sommes modiques ; que les officiers ministériels ont l'habitude, et souvent le devoir imposé par des règlements intérieurs précis,

de réclamer des clients dont ils soupçonnent la solvabilité, des provisions qui les mettent à l'abri de découverts importants ; qu'à côté de cet intérêt généralement minime, il convenait de placer les frais qu'entraîneraient les formalités de l'inscription, l'obligation ultérieure d'en obtenir une mainlevée authentique, la complication des états hypothécaires à délivrer par les conservateurs, les difficultés des procédures d'ordre, etc. Toutes ces raisons ont déterminé votre commission à refuser le droit de conférer l'hypothèque judiciaire à la taxe exécutoire délivrée par le juge. » (1).

Mais le gouvernement n'était pas de cet avis. Dans le projet de loi déposé par le garde des Sceaux, l'hypothèque judiciaire était rétablie. L'exposé des motifs considérait qu'il était impossible de supprimer sans cela l'action ordinaire en justice pour le recouvrement des frais. « L'hypothèque, disait cet exposé des motifs, peut résulter de l'ordonnance de taxe rendue exécutoire et définitive, aussi légalement que des autres actes judiciaires prévus par l'article 2117 du Code civil et l'article 403 du Code de procédure civile ; et sous prétexte que l'hypothèque judiciaire pourrait être supprimée ou modifiée dans un temps prochain, il serait injuste de priver toute une classe d'officiers publics ou ministériels des avantages de la législation actuelle. »

1. Rapport de M. Bisseuil du 12 juillet 1893.

« Quant aux frais, était-il dit plus bas, qu'entraîneraient l'inscription, et plus tard la radiation de cette hypothèque ils seront toujours bien inférieurs à ceux que nécessiterait l'obtention d'un jugement par les voies de l'action en justice. »

Le gouvernement avait raison. Il s'agissait d'éviter le plus possible les lenteurs et les frais. Si l'on n'avait pas attaché à l'ordonnance de taxe les mêmes avantages, y compris l'hypothèque judiciaire, garantie sérieuse de paiement, qu'à un jugement, les officiers ministériels auraient été portés à étendre la procédure pour arriver à un jugement. Il faut remarquer que cela leur aurait été facile puisqu'il leur aurait suffi de former opposition.

C'était là une raison déterminante. Aussi, malgré l'opposition très vive de M. Monis, dans la séance du Sénat du 13 mars 1894, la loi a-t-elle décidé dans son article 4, dernier alinéa, que l'ordonnance de taxe emporterait hypothèque judiciaire.

L'officier ministériel qui l'aura obtenue pourra donc prendre inscription comme s'il avait un jugement contre son débiteur.

Mais la loi, toujours dans ce même esprit d'économie qui a présidé à sa confection, et quoique cette inscription d'hypothèque ne puisse être au terme du texte, *valablement* prise qu'une fois devenue définitive, n'a pas voulu que le conservateur des hypothèques puisse exiger pour recevoir ins-

cription, des pièces, des certificats de signification et de non-opposition, établissant le caractère définitif de l'ordonnance. Il résulte de la rédaction du texte de la loi, et surtout des termes du rapport de M. Bisseuil en date du 24 juin 1897 (1), que le conservateur ne pourra se refuser à inscrire devant la seule présentation de l'ordonnance de taxe revêtue de la formule exécutoire.

Mais l'inscription sera nulle, si l'ordonnance de taxe n'est pas à ce moment, définitive. Elle le devient, avons-nous dit, quand les délais d'opposition sont écoulés. Elle ne peut plus alors être attaquée par cette voie de recours, elle emporte hypothèque judiciaire et le débiteur ne peut plus se soustraire à l'exécution.

Mais cela est-il vrai dans tous les cas ?

Dans certaines circonstances, le débiteur ne peut-il pas, même après les délais d'opposition passés, tout remettre en question ?

1. « Cette expression, *valablement*, insérée dans le texte, témoignera que le conservateur doit rester étranger à tout débat relatif à la méconnaissance possible par l'inscrivant des obligations de notre loi spéciale. L'inscription devra donc être faite par le conservateur sur la seule production du titre. Mais au regard de l'inscrivant et du débiteur, elle sera frappée de nullité si elle est prise avant l'expiration du délai d'opposition. » (*J. officiel*. Docum. parlam. Sénat, annexe au procès-verbal de la séance du 24 juin 1897.)

Voici quelle est la difficulté : Un débiteur est poursuivi en paiement de frais par un officier ministériel. Celui-ci a employé la voie de la loi de 1897, il a signifié son ordonnance et les délais d'opposition déterminés par la loi sont passés. Ce débiteur peut-il néanmoins encore s'opposer aux mesures d'exécution que l'officier ministériel voudrait employer contre lui, en excipant de sa libération soit par un paiement, soit par une prescription extinctive, ce qui revient au même puisque la prescription n'est pas autre chose qu'une présomption de paiement.

Il semble que l'examen de ce problème serait mieux à sa place dans la partie de ce travail qui traite des délais d'opposition. Cependant, nous allons l'étudier ici, car au fond, ce qui est en jeu, c'est la question de savoir quelle est la force de chose jugée attachée à l'ordonnance de taxe. Se borne-t-elle à trancher les difficultés d'application des tarifs légaux ; ou statue-t-elle quand elle est devenue définitive, sur l'existence même de la dette de frais ?

La question s'est posée devant la Cour de cassation, et celle-ci, dans son arrêt du 15 janvier 1901 (1), a décidé que l'ordonnance de taxe n'avait force de chose jugée qu'en ce qui concerne le chiffre auquel les frais ont été taxés, et qu'il était possible à la par-

1. S. 1904. I. 281 ; D. 1902. I. 217.

tie constituée ainsi débitrice d'une manière définitive, d'exciper de sa libération par un paiement ou par la prescription.

Cette solution se justifie par des motifs puissants. Il est évident que le juge taxateur, n'ayant en mains que des pièces justificatives et se bornant à vérifier d'après elles et les tarifs le montant des différents articles de l'état de frais, n'a certainement pas pu statuer sur la question de savoir si le débiteur était, oui ou non libéré.

Il est admis, d'autre part, que même après un jugement reconnaissant l'existence d'une dette et l'ayant déclarée valable, le débiteur peut encore exciper de sa libération alors même que le jugement est passé en force de chose jugée, si ce jugement n'a pas statué déjà sur la question de libération (1). Il est naturel de penser que si l'ordonnance de taxe produit tous les effets d'un jugement, elle ne peut pas en produire davantage, et nous reconnaissons que la solution de la Cour suprême semble parfaitement juridique.

Toutefois elle a peut-être le tort de ne pas s'adapter aux raisons qui ont fait voter la loi de 1897. Cette loi a voulu, dans l'esprit de ceux qui l'ont rédigée,

1. V. Cass., 5 août 1873. S. 1874. 1. 364. — V. aussi Aubry et Rau, 4^e éd., t. VIII, p. 402. — Demolombe. *Contrats et obligations*, t. VII, nos 338 et suiv. — Garsonnet, 2^e éd., t. III, § 1132. — V. cependant en sens opposé Cass., 25 mars 1863. S. 1863, 1. 544.

apporter des moyens de terminer le plus rapidement possible les litiges relatifs aux frais. A la lecture des travaux préparatoires, il se dégage bien cette impression que le législateur aurait voulu que les délais d'opposition s'appliquassent aussi bien aux exceptions de libération ou de prescription qu'aux discussions de tarifs qu'aurait à invoquer l'opposant. Il semble bien que la loi n'eût voulu laisser que quinze jours aux débiteurs de frais pour opposer tous leurs moyens de défense quels qu'ils soient ; et en somme il est assez naturel qu'ayant voulu avant tout la rapidité et l'économie, cette loi ait eu le désir de contraindre le débiteur à se prévaloir à la fois de tous ses moyens (1).

Mais le texte ne s'explique pas à ce sujet d'une façon assez nette pour que nous puissions trouver critiquable la décision très juridique et très raisonnable de la Cour de cassation.

Règles spéciales à l'avoué distractionnaire des

1. V. en ce sens Duparcq. *Journal des Avoués*, 1899, p. 94.
— Bouisson, *loc. cit.*, p. 291, n° 556.

Comp. aussi Trib. de la Seine, 20 mai 1898, 2 déc. 1898 et 17 mai 1901. D. 1901, 2. 141. — Trib. civ. d'Arcis-sur-Aube, 27 juillet 1899 et trib. civ. de Nevers, 11 mars 1901. D. 1901, 2. 241. — Trib. de Sarlat, 16 juillet 1902. *Bull. de taxe*, 1903, p. 10. — Trib. de Bourges, 20 janvier 1903. *Bull. de taxe*, 1903, p. 49. — Trib. d'Agen, 11 juin 1904. D. 1906. 2. 425. — Trib. de Versailles, 7 mars et 11 juillet 1905. D. 1906. 2. 425.

dépens, en ce qui concerne l'exécution de l'ordonnance de taxe et l'hypothèque judiciaire. — D'après ce que nous venons de dire, la force exécutoire n'est en général acquise à l'ordonnance de taxe qu'après l'expiration des délais d'opposition, et l'inscription d'hypothèque ne peut être valablement prise qu'à cette époque.

Mais cette règle ne s'applique pas lorsqu'il s'agit d'une ordonnance de taxe obtenue par un avoué distractionnaire des dépens poursuivant le recouvrement de ces dépens contre la partie qui a été condamnée à les payer.

Dans cette hypothèse, le véritable titre exécutoire de l'avoué poursuivant n'est pas à proprement parler l'ordonnance de taxe elle-même. C'est plutôt le jugement de condamnation qui l'a précédée, et qui a déjà été signifié. La partie condamnée ne peut donc être victime d'une surprise, et l'avoué distractionnaire peut employer contre elle les voies d'exécution aussitôt après avoir signifié son ordonnance de taxe.

Mais, si la partie débitrice fait opposition, cette opposition est suspensive de l'exécution (1).

Pour ce qui concerne le droit de prendre inscription d'hypothèque judiciaire, la loi est encore plus favorable à l'avoué distractionnaire. L'inscription peut être prise par lui aussitôt que l'ordonnance est rendue, et avant même sa signification.

1. Art. 5-3° de la loi du 24 déc. 1897.

M. Bertrand, dans son rapport à la Chambre des députés en donnait les raisons suivantes :

« Dans ce cas, pourquoi ne pas permettre d'inscrire l'hypothèque avant l'expiration du délai d'opposition ? Que peut-on redouter de la part de l'avoué créancier ? Le jugement de condamnation est en réalité son véritable titre exécutoire : la créance existe, et l'ordonnance de taxe en fixe simplement l'importance. Avec le texte du Sénat, un avoué créancier de frais, en matière ordinaire en vertu d'un jugement qui en a prononcé la distraction des dépens à son profit pourrait être exposé à prendre moins facilement une hypothèque que s'il était créancier en vertu d'un jugement en matière sommaire et liquidant les dépens. Pourquoi ? En matière de jugement ordinaire de condamnation, les délais d'opposition et d'appel n'empêchent pas le créancier de faire inscrire son hypothèque à ses risques et périls. D'ailleurs la solution n'a réellement d'importance que lorsque le procès roule sur une question d'état ou si l'on se trouve en matière réelle. S'il s'agit en effet d'une condamnation à une somme d'argent, il est toujours possible, en inscrivant l'hypothèque judiciaire de mentionner pour mémoire un article relatif aux frais. » (1).

1. *Journal officiel*. Documents parlementaires, Chambre des députés. Annexe au procès verbal de la séance du 4 juin 1896.

Il existe dans la loi de 1897 d'autres règles spéciales à l'avoué distractionnaire, Nous les retrouverons aux chapitres suivants, dans l'étude des délais d'opposition à l'ordonnance de taxe et des voies de recours contre le jugement sur opposition.

CHAPITRE IV

Opposition à taxe

Nous avons vu que l'ordonnance de taxe produisait quand elle était devenue définitive, des effets très importants. Mais il n'en est pas moins vrai que cette ordonnance est rendue par un magistrat unique, statuant sur des sommes qui peuvent être considérables, en dehors de tout débat contradictoire et sans que les parties intéressées aient été convoquées. Le magistrat n'a que les pièces pour s'éclairer.

Il est donc juste et nécessaire que les parties aient à leur disposition un moyen de recours contre sa décision.

Ce moyen, la loi de 1897 le leur a donné en leur accordant le droit de former, dans un certain délai opposition à l'ordonnance de taxe.

Cette opposition est d'ailleurs la seule voie de recours contre cette ordonnance. Avant notre loi, la

jurisprudence en avait décidé de même en ce qui concernait l'exécutoire des dépens (1).

On ne peut donc employer la voie de l'appel. Seul, le jugement sur opposition est susceptible de cette voie de recours. Le recours en cassation lui-même ne pourra être admis contre l'erreur commise par le juge dans le quantum des articles de la taxe. Il ne sera ouvert que si l'erreur tombe sur la nature même ou le titre de la taxe ; par exemple si une matière ordinaire avait été considérée comme sommaire ou *vice-versa* (2).

Nous allons au cours de ce chapitre nous demander d'abord par qui, contre qui, et dans quelles conditions l'opposition à la taxe pourra être formée ; nous en étudierons ensuite les formes, et enfin les délais.

§ 1. — *De qui, dans quels cas, et contre qui est recevable l'opposition à taxe ?*

A. — *Qui peut faire opposition ?* — Bien entendu

1. Limoges, 21 décembre 1822. *J. des avoués*, 1822, p. 370. — Agen, 11 juin 1850. *J. des avoués*, 1850, p. 535. — Cass., 31 août 1864. S. 1865. 1. 20 ; D. 1865. 1. 171. — Cass., 31 mars 1875. D. 1875. 1. 313. — Trib. Mayenne, 20 fév. 1878. *J. des avoués*, 1878, p. 272. — 2 fév. 1887. Pand. fr., 1887. 1. 51. S. 1887. 1. 56. — Toulouse, 19 fév. 1896. *Le Droit* du 21 octobre 1896. — Doctrine conforme. — V. Chauveau, *Comment. du tarif*, t. II, p. 72. — Bioche. *Exécutoire des dépens*, n° 13.
2. V. Cass., 14 avril 1833. *J. des avoués*, 1834, p. 225.

celui qui, le plus souvent, formera opposition contre une ordonnance de taxe, c'est le débiteur des frais à qui on aura signifié cette ordonnance ou ses ayants cause.

Mais il n'y a pas que lui, et nous touchons ici à une innovation de la loi de 1897, qui a voulu donner le droit de faire opposition, non seulement à la partie contre qui l'ordonnance est rendue, mais encore à celle qui en est bénéficiaire.

Avant cette loi, la taxe, nous l'avons vu, était purement officieuse ; elle ne valait que comme une simple appréciation du magistrat taxateur. Si l'officier ministériel se jugeait lésé par cette appréciation et la trouvait trop peu élevée, il n'avait qu'à la voie d'action en justice pour obtenir davantage, que ce soit lui ou son client qui ait provoqué la taxe. Il était parfaitement libre de demander, dans son action en justice, ce qu'il jugeait lui être dû.

Maintenant il ne peut réclamer à son débiteur que le montant de la taxe. Aussi la loi lui reconnaît-elle le pouvoir de faire opposition à cette taxe, de la même façon que son débiteur (1).

B. — *Conditions de recevabilité de l'opposition.* — Notre intention n'est pas d'examiner ici dans quels cas l'opposition à taxe est recevable en la forme ; nous étudierons au paragraphe suivant les difficultés

1. Art. 4 § 3.

relatives à ce sujet. Nous voulons seulement examiner deux questions qui toutes deux se rattachent à la matière de l'acquiescement.

La voie de l'opposition est-elle ouverte à la partie débitrice qui a acquiescé à la taxe, et le paiement fait par elle doit-il être considéré comme un acquiescement ? D'autre part, l'officier ministériel qui a signifié sans réserves l'ordonnance de taxe peut-il encore faire opposition à cette ordonnance, ou doit-il être censé y avoir acquiescé ?

En ce qui concerne la première question, remarquons tout d'abord que le droit à la taxe est d'ordre public et ne peut être compromis ni par un paiement à l'amiable, ni par une renonciation, ni par un acquiescement à la demande de l'officier ministériel ou à toute taxe officieuse (1 et 2).

Mais lorsque la taxe prévue par notre loi de 1897 a été faite, alors un acquiescement peut très valablement intervenir (3) de la part du débiteur, et la ques-

1. Cass., 20 juin 1860. S. 1860. 1. 904 ; D. 1860. 1. 346. — Cas., 25 juillet 1871. 1. 102. D. 1871. 1. 155. — 2 janvier 1872. D. 1872. 1. 252. — 23 mars 1875. S. 1875. 1. 155. *J. des avoués*, 1875, p. 177. — Trib. Seine, 17 mai 1901. D. 1901. 2. 241. — Grenoble, 9 juin 1903. *J. des avoués*, 1903, p. 350.

2. De ce que le droit à la taxe est d'ordre public, il ne faut pas en conclure que l'avoué ne peut pas accorder de remise à son client. V. à ce sujet. Cass., 12 décembre 1904. S. 1905. 1. 321.

3. Encore faut-il que cette taxe ait été régulièrement faite et par un juge compétent. — Il a pourtant été jugé (Cass., 22 août

tion se pose alors, si ce débiteur a payé, de savoir s'il conserve le droit de faire opposition, ou si ce droit lui est fermé parce que son paiement est un acquiescement tacite à la taxe.

Il faut distinguer. Si le paiement est fait avant la signification de taxe il y a là une question de fait à examiner. Il faudra se rendre compte si la partie débitrice a payé en pleine connaissance de cause, si elle a eu connaissance du détail des frais qu'on lui réclamait, et si en fait, elle a entendu ou non abandonner son droit d'attaquer l'ordonnance de taxe (1).

Au contraire, s'il est fait seulement après la signification de l'ordonnance de taxe, il faut considérer le débiteur comme suffisamment averti par le contenu de cette signification. Il a pu s'entourer de conseils, il a eu sous les yeux le détail des frais, il a été informé de son droit de faire opposition. S'il a payé il

1871. S. 1871. 1. 228; D. 1871. 1. 228) que la taxe faite par un juge incompétent n'était entachée que d'une nullité relative pouvant être couverte par un acquiescement. — Nous ne sommes pas de cet avis. Tant que la taxe n'a pas été faite dans les formes légales, par le magistrat qui doit la faire, les intéressés ont le droit de la demander (V. en notre sens *Pand. fr. rép. taxe*, n° 3156. — Cass., 9 janvier 1872. S. 1872. 1. 58; D. 1872. 1. 5).

1. Cass., 13 mars 1866. S. 1866. 1. 147; D. 1866. 1. 341.
— Rouen, 25 mai 1898. S. 1901. 2. 163; D. 1899. 2. 425.
— Bordeaux, 29 janvier 1900. *Journal des avoués*, 1901, p. 28. — Rousseau et Laisney. *Rec. proc. civ.*, 1900, p. 447.

doit être considéré comme ayant fait abandon du droit d'opposition même si les délais ne sont pas encore écoulés (1).

Envisageons maintenant les choses du côté de l'officier ministériel créancier. S'il a signifié l'ordonnance de taxe sans faire de réserves, peut-il cependant faire opposition ?

Cela a été soutenu (2), mais nous ne croyons pas, quant à nous, que cette opinion soit fondée. L'ordonnance de taxe signifiée et devenue définitive emporte les mêmes effets qu'une décision judiciaire. C'est un résultat que le législateur de 1897 a voulu obtenir. Or il est admis que la signification sans réserves d'une décision judiciaire emporte acquiescement virtuel et absolu à cette décision (3). Il semble même que c'est à plus forte raison qu'il doive en être de même en matière de signification d'ordonnance de taxe, car cette signification est plus que tout autre le préliminaire d'une exécution. Quand un officier ministériel en arrive à prendre une ordonnance de taxe contre son débiteur et à la lui signifier, c'est presque toujours qu'il entend aller jusqu'au bout dans son droit et user de contrainte. Or la volonté

1. Bordeaux, 29 janvier 1900, cité à la note précédente.

2. V. Legrand, *loc. cit.* n° 32.

3. Cass., 14 mai 1884. S. 1885. I. 61. — 20 mars 1889. *Pand. fr. pér.*, 1889. I. 410. — Trib. de Narbonne, 13 juin 1901. — *Mon. judiciaire de Lyon* du 11 juillet 1901.

d'exécuter une décision de justice implique, nous semble-t-il, l'intention de la considérer comme définitive.

A notre avis, le droit de faire opposition à une ordonnance de taxe devra donc être refusé à l'officier ministériel qui l'aura signifiée sans réserves expresses.

Mais, dans le cas où la partie débitrice aura fait elle-même opposition, l'officier ministériel pourra-t-il au moins bénéficier d'une faveur analogue à celle que contient l'article 443 du Code de procédure civile, qui autorise l'intimé à interjeter appel incident lorsqu'il y a appel principal ? Pourra-t-il faire, en quelque sorte, opposition incidente ?

Nous ne pensons pas que l'argument d'analogie puisse ici nous faire arriver à ce résultat. On ne peut pas appliquer à une matière spéciale des règles générales, surtout lorsqu'elles prévoient des hypothèses différentes. D'ailleurs, à suivre la comparaison, il faudrait admettre, étant donné le principe que nul ne se foreclot soi-même, qu'une contre-signification serait nécessaire pour faire courir le délai de l'opposition contre le bénéficiaire de l'ordonnance. Or cette conclusion se trouve nettement contredite par l'article 4 § 2 et 3 de notre loi (1).

C. — *Contre qui doit être formée l'opposition à*

1. Bouissou, *loc. cit.*, p. 234, n° 153.

taxe ? — Avant de passer à l'étude des formes de l'opposition à taxe, et des délais dans lesquels elle doit être faite ; nous devons nous demander contre qui elle doit être faite.

Dans la plupart des cas, il n'y aura aucune difficulté. Si c'est l'officier ministériel qui forme opposition il la dirigera contre son débiteur. Si c'est le client, il la dirigera contre son créancier ou prétendu tel.

Il n'y a de doute que pour le cas où un avoué, après avoir, par jugement obtenu la distraction des dépens, a signifié une ordonnance de taxe contre la partie condamnée aux dépens. Si cette partie veut faire opposition à l'ordonnance, devra-t-elle diriger cette opposition contre l'avoué distractionnaire, ou contre la partie gagnante elle-même ?

La question est assez délicate, et elle n'est pas nouvelle, car elle s'était déjà posée maintes fois sous le régime antérieur à notre loi, et dans les mêmes termes en ce qui concerne les oppositions à exécutoire des dépens.

On a mis en jeu pour la résoudre la célèbre question, si controversée, de savoir quelle est la nature de la distraction des dépens, et sur laquelle se sont formées au moins huit théories différentes. Mais nous n'entrerons pas dans le détail de ce débat qui nous entraînerait trop loin et qui sortirait du cadre de cette étude.

Il suffit pour nous former une opinion de nous

demander quelle est dans un jugement accordant la distraction des dépens, la disposition principale relative aux frais. C'est évidemment la condamnation aux dépens prononcée contre la partie perdante au profit de la partie gagnante. La disposition qui donne à l'avoué du gagnant le droit de poursuivre lui-même et en son nom le recouvrement de ces dépens ne vient qu'après, et n'en est que le corollaire en quelque sorte, et que l'accessoire. Le droit de l'avoué n'existe que grâce à la condamnation prononcée au profit de son client. Si donc il se produit au sujet de cette condamnation, soit dans son principe, soit à propos de son *quantum*, des contestations, il nous semble que cette question doit être réglée entre le perdant et le gagnant.

En d'autres termes nous pensons que la distraction des dépens ne produit son effet qu'une fois que la taxe est réglée.

Donc lorsque l'avoué distractionnaire poursuit le recouvrement des dépens contre le perdant, si celui-ci veut faire opposition, il doit signifier cette opposition non pas à l'avoué, mais au gagnant lui-même (1). Et celui-ci est en effet intéressé à la chose puisque c'est à son profit qu'a été prononcée la condamna-

1. Nancy, 5 juillet 1904. S. 1907. 2. 34. D. 1906. 2. 189. — *Contra*. Besançon, 13 mai 1903. S. 1907. 2. 34. D. 1906. 2. 189.

tion, et que d'ailleurs son avoué, n'a pas perdu contre lui son action (1).

C'est en ce sens que se prononçaient avant la loi de 1897 la doctrine (2) et la jurisprudence (3), et rien dans le texte de la loi ni dans les travaux préparatoires n'autorise à croire que cette loi ait voulu rompre la tradition à cet égard.

On ne saurait nier cependant que l'avoué distractionnaire ait intérêt à l'affaire, ni qu'il soit mieux que son client, apte à discuter sur l'application des tarifs. Mais pour qu'il puisse sauvegarder ses intérêts, il n'est pas besoin que l'opposition ait été dirigée contre lui ni qu'il soit personnellement mis en cause. Nous verrons que l'opposition doit être faite par acte d'avoué à avoué ; il en aura donc forcément connaissance. Et comme il est le mandataire légal de son client, il aura non seulement le droit, mais encore le devoir de présenter toutes les justifications et toutes les justifications et toutes observations nécessaires pour le maintien de la taxe (4).

1. Bouissou, *loc. cit.*, p. 241, n° 470.

2. V. Bioche. *Exécutoire des dépens*, n° 26. — Boucher d'Argis et Sorel. V. *Dépens en matière ordinaire*, p. 207-208. — Garsonnet, 1^{re} édition, t. III, § 504, p. 382. — *Contra* Rodière, t. II, p. 183.

3. Bordeaux, 29 août 1828. S. chr. D. 1831. 2. 180. — Trib. Provins, 14 juin 1888. S. 1891. 1. 405 ; D. 1891. 1. 227.

4. Cass., 23 janvier 1888. S. 1888. 1. 19 ; D. 1888. 1. 125.

§ 2. — *Formes de l'opposition*

De même que la signification de l'ordonnance de taxe, l'opposition à cette ordonnance peut revêtir deux formes ; l'article 4 § 3 *in fine* de la loi de 1897 le dit formellement : elle peut être faite soit sous forme d'un exploit d'huissier, soit par acte d'avoué à avoué.

La première forme devra être employée toutes les fois que la partie contre laquelle l'opposition sera dirigée n'aura pas encore d'avoué constitué. Cela arrivera généralement lorsque l'opposition sera formée par l'officiel ministériel lui-même contre son client.

Si au contraire, il y a un avoué constitué à qui on puisse délivrer l'acte d'opposition, il faudra employer la forme habituelle, moins coûteuse des actes du palais.

Qu'arrivera-t-il si, quoiqu'il y ait un avoué constitué, l'opposition a été faite par exploit d'huissier ? Cette opposition sera-t-elle nulle ?

Nous ne pouvons que répéter ici ce que nous avons dit plus haut (p. 48, note 1). Si la loi préfère l'acte d'avoué à avoué quand il est possible, ce n'est que pour une seule raison, parce qu'il coûte moins cher qu'un exploit. La solution s'impose donc ; l'exploit dans

notre hypothèse ne sera pas nul, mais l'opposant sera personnellement tenu de la différence de prix.

Toujours dans cette préoccupation de célérité et d'économie que nous avons trouvé chez les rédacteurs de la loi de 1897, cette loi a voulu que l'acte d'opposition puisse par lui-même commencer le débat. La loi emploie à propos de cet acte le mot *ajournement*. Il ne suffira donc pas, quelle que soit d'ailleurs la forme employée, exploit d'huissier ou acte du palais, de déclarer qu'on s'oppose à l'exécution de l'ordonnance de taxe. Il faudra encore appeler son adversaire devant la justice pour faire vider la question. Et c'est là une mention essentielle que devra porter l'acte d'opposition, à peine de nullité.

Pour mieux marquer son intention, la loi a pris soin de dire expressément que l'opposition doit être motivée. Il était peut-être inutile de le dire, et le fait de l'avoir dit a même soulevé une controverse qui a suscité dans la jurisprudence des solutions contradictoires.

En effet, l'article 4 § 3 de la loi dispose bien d'une façon très nette que l'acte d'opposition doit être motivé. Mais il ne dit rien de la sanction de cette règle. Si l'opposition n'est pas motivée, doit-elle cependant être considérée comme valable ?

Un peu plus haut, la loi prescrivait certaines mentions dans les significations d'ordonnance de taxe, et prenait soin d'ajouter que leur absence entraîne-

rait nullité de l'acte. Or elle n'a rien dit de pareil en ce qui concerne l'obligation de motiver l'opposition.

Certains ont cru que cette différence de rédaction était la preuve que les auteurs de la loi n'avaient pas voulu instituer la sanction de nullité de l'opposition pour défaut de motifs, et s'appuyant d'autre part sur l'article 1030 du Code de procédure civile d'après lequel aucune nullité d'acte ne peut être prononcée si elle n'a pas été formellement déclarée par la loi, ils ont décidé qu'une opposition à ordonnance de taxe, même non motivée, pouvait cependant être considérée comme valable (1).

Il est certain que ce rapprochement qu'on peut faire de deux passages du texte dont l'un prescrit certaines formalités en disant que leur absence entraînera nullité et dont l'autre prescrit une autre formalité sans dire qu'elle est exigée à peine de nullité, est de nature à faire hésiter, et pourrait faire croire que dans le second cas le législateur a voulu écarter la nullité.

Mais nous connaissons par ailleurs l'intention du législateur, et tout nous porte à croire que la différence de rédaction que nous venons de relever dans la loi n'est pas voulue et résulte simplement d'une maladresse de ses auteurs. Ceux-ci, à n'en pas douter,

1. Douai, 5 août 1898. S. 1901. 2. 235; D. 1901. 2. 196. — Bourges, 21 janvier 1898. *La Loi*, 19 février 1903. S. 1904. 2. 80. — Grenoble, 9 juin 1903, *Gaz. trib.* du 5 septembre 1903.

voulant que le débat soit réglé le plus vite possible sur l'opposition, tenaient à ce que l'acte même d'opposition soit le premier et le plus important des actes de procédure de ce débat. Ils ont voulu que ce soit un ajournement, et il ont même mis ce mot d'*ajournement* dans le texte.

Or les motifs forment une des mentions considérées comme essentielles dans les ajournements ; et ici ils sont peut-être plus nécessaires encore que dans les ajournements ordinaires, puisque l'affaire, nous le verrons au chapitre suivant, doit se juger « sans procédure », c'est-à-dire sans conclusions, sans aucun autre acte où l'opposant puisse faire connaître ses prétentions et ses moyens. Il est inadmissible que le défendeur à l'opposition arrive à l'audience sans avoir pu préparer sa défense, et sans savoir sur quels points portera l'argumentation de son adversaire.

Il est donc de toute utilité que l'opposition soit motivée. Les motifs sont une des mentions substantielles de l'acte d'opposition, et il est généralement admis que l'article 1030 du Code de procédure civile ne s'applique pas lorsqu'il s'agit de l'omission d'une formalité substantielle d'un acte, et sans laquelle cet acte ne pourrait pas produire les effets que la loi a voulu lui faire produire (1).

1. V. Glasson. *Précis*, t. I, p. 16.

Nous déciderons donc avec une grande partie de la jurisprudence (1) que l'acte d'opposition doit être motivé à peine de nullité.

Il faudra même que ces motifs soient suffisamment détaillés pour que le débat soit juridiquement délimité. Il ne suffirait pas par exemple de dire simplement dans l'acte que l'opposant ne doit rien (2), ou encore que l'état de frais taxé contient des articles non prévus par les tarifs ou dont le taux est exagéré sans dire quels sont ces articles (3).

Mais il y aura bien entendu dans cette question à savoir si les motifs sont suffisants, surtout une question de fait qu'on sera bien obligé de laisser à l'appréciation des juges.

§ 3. — *Délais d'opposition*

La loi de 1897 n'a pas voulu laisser aux parties un délai trop long pour faire opposition à l'ordonnance de taxe. Ce délai est en règle générale de quinze

1. Trib. Angers, 5 juillet 1898. S. 1901. 2. 254 ; D. 1901. 2. 196. — Trib. Lyon, 22 juin 1899, précité. — Lyon, 9 fév. 1900. S. 1902. 2. 64 ; D. 1901. 2. 196. — Trib. Marseille, 26 juin 1902. *J. des Avoués*, 1902, p. 425. — Cass., 7 mai 1902. D. 1903. 1. 212. — Tr. Yssingeaux, 6 fév. 1905. *Bull. taxe*, 1905, p. 54.

2. Lyon, 9 fév. 1900, précité.

3. Marseille, 26 juin 1902, précité.

jours (1) à partir de la signification de taxe à avoué et s'applique aussi bien à la partie qui a signifié qu'à la partie adverse.

Mais la loi, ne voulant pas que ces délais préjudiciant aux parties domiciliées trop loin pour pouvoir faire opposition dans la quinzaine, a voulu que ces parties puissent profiter des augmentations de délais prévues par le droit commun et renvoie sur ce point aux articles 73, 74 et 1033 du Code civil.

L'augmentation de délais profitera-t-elle à la partie qui veut faire opposition, quand la signification est faite par acte du palais ? Certains auteurs (2) ont cru voir dans la loi de 1897 des raisons pour soutenir l'affirmative. Pour notre part nous n'en discernons pas de suffisantes pour établir en notre matière des exceptions au droit commun. Nous pensons que tout dépendra de la position qu'on prend en droit commun sur cette question. Les uns disent que les délais de procédure peuvent s'augmenter avec les distances, même quand ils ont pour point de départ une signification à avoué, lorsque l'avoué avant de prendre les mesures nécessaires, est obligé de corres-

1. Nous avons vu plus haut que dans l'opinion généralement admise ces délais n'ont d'effet que pour les oppositions contestant le chiffre de la taxe, mais non celles qui se basent sur une libération ou une prescription. (V. *supra*, p. 58 et suivantes.)

2. V. Bouissou, *loc. cit.*, p. 267 et ss. — Raviart, *Bulletin de taxe*, t. XVIII, p. 86, n° 40.

pondre avec son client habitant au loin. Les autres, soutenant une opinion qui nous semble plus juridique, réservent les augmentations à raison des distances aux seuls délais qui partent d'une signification à personne ou à domicile (1).

C'est cette dernière solution qui est depuis longtemps celle de la Cour de cassation (2) et qui, à notre avis, devra être appliquée à notre hypothèse.

Dans l'article 5, la loi envisageant le cas de l'avoué distractionnaire poursuivant le recouvrement des dépens contre la partie perdante, dispose que le délai d'opposition ne sera pas augmenté en raison des distances, si le jugement ou l'arrêt sur le fond est contradictoire.

Dans l'opinion que nous adoptons à propos de l'augmentation des délais, cette disposition est inutile, puisque dans ce cas la signification de l'ordonnance de taxe aura été faite par acte d'avoué à avoué. Mais elle s'explique par ce fait que la première rédaction de la loi prévoyait que la signification d'ordonnance de taxe serait faite par exploit d'huissier. Au cours des débats on admit pour raison d'économie la signification à avoué, mais on ne prit pas garde que la règle spéciale de l'article 5-1° devenait par là même inutile, et on la laissa subsister. Il résulte

1. V. Glasson. *Précis*, t. I, p. 23.

2. Cass., 16 juin 1879. S. 1881. 1. 160 ; D. 1880, 1. 374. — 19 nov. 1887. S. 1887. 1. 413. D. 1888. 1. 79.

de cette explication que cette disposition ne peut pas servir d'appui à l'opinion que nous n'avons pas cru devoir adopter en ce qui concerne l'augmentation des délais d'opposition.

Mais là où la loi de 1897 a apporté une innovation intéressante, c'est dans son article 4 § 4 où elle vise un cas où les délais d'opposition seront suspendus.

Ce paragraphe reproduit presque textuellement l'article 447 du Code de procédure civile. Sa rédaction primitive se bornait à renvoyer à cet article, mais la commission du Sénat a préféré ne pas procéder par renvoi, parce que l'article 447 est relatif à l'appel. Dans son rapport du 24 juin 1897, M. Bisseuil disait : « Nous proposons de lui emprunter (à l'art. 447) non pas son texte dont une partie tout au moins ne pourrait recevoir d'application dans la matière qui nous occupe, mais une idée très juste qu'il renferme, celle de la suspension du délai par la mort d'une des deux parties ayant le droit d'opposition. Il ne faut pas qu'alors que le délai d'opposition n'a fait que commencer à courir du vivant de la partie, il continue sans interruption après sa mort. C'est ce qu'avait voulu la Chambre des députés ; c'est ce que nous voulons aussi. »

Donc, aux termes du paragraphe 4 de l'article 4, si l'une des deux parties ayant le droit d'opposition vient à mourir, le délai est interrompu (1) et non pas

1. Il en sera de même si c'est son avoué qui meurt, dans le

suspendu, comme le disait par erreur M. Bisseuil dans son rapport (1), et pour qu'il recommence à courir, il est nécessaire de faire aux héritiers une nouvelle signification qui, celle-là, devra être faite par exploit d'huissier et au domicile du défunt.

Le créancier des frais pourra faire cette signification quand il le jugera nécessaire, pourvu toutefois qu'il observe les délais laissés aux héritiers pour faire inventaire et pour délibérer.

D'ailleurs cette signification n'a pas besoin d'être adressée personnellement à chaque héritier. Elle peut leur être faite collectivement et sans les désigner par leur nom (2).

cas où la signification a été faite par acte d'avoué à avoué, car la mort de l'avoué met fin à son mandat, et l'opposition devant être faite par acte d'avoué à avoué serait impossible. C'est du moins l'opinion de M. Bouissou (p. 272, n° 52). Nous craignons que son opinion n'étende arbitrairement la portée de la loi qui ne parle que de la mort d'une des *parties*.

1. Ce n'est pas une querelle de mots. Quand un délai est suspendu et que la cause de suspension cesse, il court en entier à partir de ce moment ; s'il a été simplement interrompu, il ne court que le reste du temps, déduction faite de ce qui était passé avant l'interruption.

2. Bien entendu, tout ceci ne concerne que le cas où il y a eu une première signification faite au *de cujus* avant sa mort. S'il est mort avant cette signification, l'officier ministériel ne pourra poursuivre les héritiers qu'après leur avoir signifié l'ordonnance de taxe à chacun d'eux personnellement, suivant les règles ordinaires.

Après la signification, ce qui restait à courir du délai au moment de la mort du *de cujus* recommencera à courir. Mais, s'il ne restait pas huit jours, il y aurait lieu d'appliquer l'article 877 du Code de procédure civile lequel exige qu'après interruption d'un délai, il faut qu'il s'écoule au moins huit jours pour que ce délai soit expiré.

CHAPITRE V

Instance sur opposition

Nous arrivons maintenant au débat rendu nécessaire par l'opposition à l'ordonnance de taxe. Ce débat, on ne pouvait empêcher d'y arriver. Il fallait bien ménager les droits du débiteur ou prétendu tel des frais. Devant qui et comment va-t-il se dérouler ?

Le législateur de 1897 a voulu, nous l'avons déjà dit plusieurs fois, supprimer l'action ordinaire en justice. S'il faut en arriver à un procès par suite de la résistance de celui contre qui la procédure a été dirigée, il a au moins voulu que ce procès reçoive une prompt solution et coûte le moins cher possible. Aussi a-t-il organisé pour ce procès une procédure spéciale et tout à fait simplifiée.

« Les débats, dit le texte de la loi de 1897 (art. IV, § 5), auront lieu en Chambre du Conseil, sans procédure, le ministère public entendu. » C'est donc

la Chambre du Conseil qui sera compétente pour statuer sur l'opposition à taxe.

Ce n'est pas une nouveauté. Déjà le décret de 1807 lui avait donné la même compétence pour juger de l'opposition à l'exécutoire des dépens, ou au jugement liquidant ces dépens.

Mais en ce cas, la procédure n'était pas la même. L'affaire était jugée sommairement et non pas *sans procédure*. Les règles ne sont pas semblables dans cette hypothèse à celles édictées par la loi de 1897, qui d'ailleurs n'a pas abrogé le décret de 1807. Ce décret régit toujours l'opposition à exécutoire ou au jugement liquidant les dépens ; et nous voulons seulement nous occuper de la loi de 1897.

Nous allons donc étudier maintenant, en cette matière, l'étendue de la compétence de la Chambre du Conseil ; puis la procédure que cette juridiction devra suivre et enfin les voies de recours possibles contre sa décision.

§ 1. — *Compétence de la Chambre du Conseil.*

Quand nous avons dans notre deuxième chapitre délimité le champ d'application de la loi du 24 décembre 1897, nous avons par là même fixé pour la plus grande partie, l'étendue de la compétence de la Chambre du Conseil en matière de litiges sur réclamations de frais.

Nous avons éliminé de cette compétence les difficultés qui pourraient se produire à propos de demandes en paiement de frais introduites par d'autres personnes que les notaires, les avoués et les huissiers. Nous avons indiqué de même qu'il faudrait se pourvoir devant les tribunaux de droit de commun lorsqu'il s'agirait non pas de frais proprement dits, mais d'honoraires pour démarches ou soins spéciaux. Dans ces hypothèses, et dans les autres que nous avons indiquées, de même qu'il est impossible d'agir par voie d'ordonnance de taxe, de même il est impossible de soumettre les points litigieux à la Chambre du Conseil.

Nous ne reviendrons pas ici sur les difficultés que nous avons rencontrées dans cette partie de notre travail, et nous nous bornerons à dire que toutes les fois qu'il y aura lieu, dans une action en paiement de frais, à requérir une ordonnance de taxe, s'il se produit une opposition, l'instance sur opposition devra être portée devant la Chambre du Conseil qui jugera conformément aux règles de procédures données par la loi de 1897.

Cependant, il nous reste pour en finir avec la compétence *ratione materie* de la Chambre du Conseil sur ce point, à examiner deux importantes questions dont la seconde surtout est de nature à se présenter très souvent dans la pratique.

La première peut se formuler ainsi :

La Chambre du Conseil peut-elle statuer sur une demande d'honoraires lorsque cette demande est accessoire à une réclamation de frais proprement dits ?

Supposons en effet qu'un officier ministériel ait présenté à la taxe un état de frais portant en outre du chiffre des frais, un chiffre quelconque d'honoraires. Le juge taxateur laisse subsister sur l'état tout ou partie de ces honoraires et délivre ordonnance exécutoire pour le tout. Sur la signification la partie débitrice fait opposition, contestant à la fois le chiffre des frais et celui des honoraires. La Chambre du Conseil est-elle compétente pour statuer sur le tout, à cause de la connexité des deux réclamations ?

Sous l'empire des décrets de 1807, qui, ne l'oublions pas, donnaient déjà à la Chambre du Conseil la tâche de connaître des oppositions à exécutoire, ou à la liquidation des dépens, deux systèmes divisaient la jurisprudence et la doctrine sur le point qui nous occupe.

Dans une première opinion, on répondait à notre question par l'affirmative et on appliquait, s'il y avait connexité, la règle : *accessorium sequitur principale* (1).

1. Cassation, 1^{er} fév. 1870. S. 1870. 1. 152 ; D. 1870. 1. 30.
— Caen, 15 avril 1885. Rousseau et Laisney. *Rec. proc.*

Dans le deuxième système, on décidait qu'il y avait en réalité deux demandes distinctes, et que l'officier ministériel ne pouvait s'affranchir de l'obligation d'intenter deux instances distinctes, puisque ses deux créances avaient une origine différente (1).

La loi de 1897 n'a pu qu'apporter une force nouvelle à cette dernière opinion qui nous paraît être aujourd'hui la seule admissible. Notre loi est exclusive, nous avons insisté là-dessus, de tout ce qui n'est pas frais taxables. Quelqu'intime que soit le lien entre les frais et les honoraires, le recouvrement de ces derniers ne pourra jamais se faire au moyen de la procédure qu'elle a instituée. Il faudra employer une voie différente et s'adresser aux tribunaux ordinaires pendant que les difficultés concernant les frais proprement dits seront réglées par la Chambre du Conseil. On ne peut invoquer ici la connexité, car la connexité ne peut pas porter atteinte aux règles de la compétence *ratione materiæ*.

Si, donc un état de frais taxé admettant en outre des honoraires est frappé d'opposition, et que l'affaire vienne devant la Chambre du Conseil, cette

civ., 1894, p. 49. — Chauveau, sur Carré, quest. 276. — Boncenne, t. II, p. 253.

1. Orléans, 16 fév. 1843. *Pand. fr. pér.*, 1841. 1. 542. — Chambéry, 11 mars 1863. *S.* 1863. 2. 187 ; *D.* 1864. 5. 196. — Dijon, 5 avril 1886. *Pand. fr. pér.*, 1886. 2. 265. — Rousseau et Laisney. *Rec. proc. civ.*, 1886, p. 277. *Journal des avoués*, 1887, p. 458.

Chambre ne pourra examiner que ce qui concerne les frais et elle devra renvoyer pour le reste les parties à se pourvoir devant la juridiction de droit commun.

La deuxième difficulté que nous avons à résoudre est la suivante : un débiteur de frais ayant fait opposition à l'ordonnance de taxe dirigée contre lui, au lieu de se borner dans les motifs de son opposition à dire que les tarifs ont été mal appliqués, ou que des actes lui sont comptés qui n'ont pas été faits, prétend qu'il ne doit rien parce qu'il est libéré soit par un paiement, soit par une dation en paiement, soit même par la prescription extinctive.

La Chambre du Conseil est-elle compétente pour statuer sur cette fin de non-recevoir, ou bien n'a-t-elle qualité que pour examiner l'application des tarifs ?

Avant la loi de 1897, sous l'empire des décrets de 1807, la jurisprudence malgré quelques oscillations paraissait s'être fixée dans le sens de l'étendue de la compétence à toutes les questions soulevées par l'opposition à exécution ou à liquidation des dépens (1).

1. V. pour ne citer que les arrêts de Cassation, 2 février 1826. S. et P. chr., D. 1826. I. 135. — 28 décembre 1840. S. 1841. I. 216; D. 1841. I. 74. — 8 mars 1848. S. 1848. I. 373; D. 1848. I. 76. — 7 décembre 1857. *Journal des avoués*, 1858, p. 260. — 3 mars 1863. S. 1863. I. 228; D. 1863. I. 375.

Depuis la loi que nous étudions faut-il faire la même réponse ?

La Chambre des requêtes a été de cet avis, et dans un arrêt du 12 décembre 1904 (1) a déclaré que la loi de 1897 avait manifesté « plus nettement encore que le décret de 1807 la volonté du législateur de soumettre à la Chambre du Conseil toutes les oppositions formées contre les ordonnances de taxe ».

Et en effet, comme le disait M. Albert Tissier, dans sa note du Sirey, sous l'arrêt que nous venons de rapporter : « Pourquoi la Chambre du Conseil ne serait-elle pas compétente ? C'est toujours le même tribunal civil avec la dispense des actes de procédure, et de la solennité des plaidoiries (2) ; ne serait-il pas étrange que la loi eût voulu que la procédure simplifiée et discrète par elle établie ne put être employée que

— 26 juillet 1865. S. 1866. 1. 228 ; D. 1865. 1. 495. — Voir aussi Debelleye. *Ordonn. sur requêtes et sur référés*, 3^e éd., t. I, p. 548. — Chauveau dans *Journal des avoués*, 1842, p. 647. — Rousseau et Laisney. *Taxe*, n^o 55.

Contra : Douai, 25 janvier 1864. S. 1864. 2. 272 ; D. 1864. 5. 197. — Lyon, 20 mars 1884. S. 1885. 2. 131 ; D. 1885. 2. 237. — Trib. Orthez, 14 mai 1890. Pand. fr. pér., 1891. 2. 248. — Voir aussi Carré, Chauveau et Duchêne. *Suppl. alphabétique*. — V. *Procès et dépens*, n^o 196. — Boucher d'Argis. V. *Dépens en matière ordinaire*, p. 207, n^o 4, et *Taxe des dépens*, p. 546.

1. S. 1905. 1. 321 ; D. 1906. 1. 163.

2. Nous verrons même plus loin que les plaidoiries d'avocat peuvent avoir lieu devant la Chambre du Conseil, en cette matière.

pour la seule discussion sur l'application des tarifs, ou même en allant un peu plus loin, pour les seules difficultés que pourrait soulever la détermination des différents éléments à comprendre dans le compte des frais, la Chambre du Conseil étant tenue de renvoyer à l'audience publique, le plus souvent devant les mêmes juges, les contestations portant sur le principe de la dette, ou le moyen de libération ?

« Les avantages que présente ici la compétence de la Chambre du Conseil et l'absence de procédure écrite et de débats publics existent évidemment quels que soient les griefs que le client peut avoir à soulever contre l'officier ministériel. »

Et M. Tissier, après avoir montré combien le texte de la loi qui donne compétence à la Chambre du Conseil en notre matière est conçu en termes généraux, cite en faveur de sa thèse des passages significatifs tirés de travaux préparatoires, et montrant que le législateur a voulu remplacer complètement par l'instance spéciale qu'il a organisée, l'ancienne instance de droit commun qui, elle, certainement aurait tranché toutes les questions.

M. Bertrand disait notamment dans un de ses rapports : « Il s'agit là d'une sorte d'instance en paiement soumise à des règles particulières. » (1).

Bien mieux, M. Bisseuil s'exprimait de la façon

1. Cité dans Sirey. *Lois annotées* de 1898, p. 549, col. 3.

suivante : « Nous avons voulu supprimer en ces matières l'action directe devant le tribunal, nous n'avons pas voulu toucher à sa compétence. »

Cette solution semble donc avoir pour elle non seulement le bon sens, mais encore le texte de la loi et la volonté du législateur. Aussi a-t-elle été adoptée par le plus grand nombre de décisions de jurisprudence (1).

La solution contraire amènerait ce résultat que la moindre critique, fondée ou non, mais étrangère aux tarifs suffirait pour dessaisir la Chambre du Conseil et pour substituer une instance ordinaire avec ses frais et ses lenteurs à la procédure expéditive et économique de la loi de 1897.

Elle a été cependant admise par quelques décisions (2).

On a soutenu tantôt que la Chambre du Conseil ne pouvait qu'apprécier, contrôler la taxe du juge, tan-

1. Trib. Seine, 20 mai 1898. Rousseau et Laisney. *Rec. proc. civ.*, 1899, p. 337. D. 1901. 2. 241. — 2 déc. 1898. D. 1899. 2. 109. — Trib. Arcis-sur-Aube, 27 juillet 1899, précité. — Trib. Vesoul, 9 août 1899. D. 1899. 2. 417. — Dijon, 28 juin 1901. D. 1903. 2. 217. — Trib. Sarlat, 19 juillet 1902. D. 1903. 2. 404-405. — Trib. Bourges, 29 janv. 1903. D. 1903. 2. 404. — Cass., 31 janv. 1907. *Rec. Gaz. des Trib.*, 1907. 3. 343. S. 1907. 2. 159.

2. Trib. Béthune, 9 mars 1899. D. 1900. 2. 419. — Trib. Béziers, 11 mars 1899. D. 1901. 2. 247. — V. aussi la note sous Cass., 15 janv. 1901 S. et P. 1904. 1. 281 et Garsonnet. *Traité de procédure*, 2^e édition, t. III, § 1216.

tôt dans un système un peu plus large, qu'elle n'avait à se prononcer que sur les difficultés que peut présenter la détermination des éléments du compte et la fixation des sommes dues.

Mais les arguments apportés en faveur de cette opinion nous semblent bien faibles.

On a invoqué d'abord l'article 60 du Code de procédure civile, en faisant remarquer que la loi de 1897 ne l'a pas abrogé. Mais il est évident que s'il existe encore, c'est que le législateur a voulu le conserver seulement pour ce qui concerne les frais qui ne peuvent pas être recouvrés au moyen de la loi de 1897, ou pour déterminer la compétence *ratione loci*.

On s'est demandé aussi, et c'est une question que s'est posée M. le conseiller Moras dans son rapport qui a précédé l'arrêt de 1904, si la Cour de cassation, dans son arrêt de 1901 (1) n'avait pas implicitement admis la thèse qui entend restreindre étroitement les pouvoirs de la Chambre du Conseil. Cet arrêt a décidé en effet, qu'au cas où l'ordonnance de taxe signifiée au client est devenue définitive à défaut d'opposition dans le délai légal, il est encore possible au client de soutenir qu'il a payé ou d'invoquer la prescription, car l'ordonnance de taxe n'a force de chose jugée qu'en ce qui concerne l'application des tarifs et la détermination du montant des frais.

1. Nous avons parlé de cet arrêt, *supra*, p. 58.

« Cet arrêt, dit M. Albert Linier (*loc. cit.*), ne semble-t-il pas limiter à la question de fixation du chiffre des frais le rôle de la Chambre du Conseil? Si l'absence d'opposition devant elle n'a d'effet au point de vue de la chose jugée que pour cette question du chiffre des frais, n'est-ce pas que l'opposition n'aurait pu lui en soumettre d'autres? Cela ne veut-il pas dire que le silence de la partie ne peut impliquer acquiescement sur les autres points en litige, parce qu'ils sont de la compétence des juges ordinaires et doivent leur être soumis d'après les formes de procédure du droit commun? »

« Il nous paraît cependant bien certain que l'arrêt de 1901 ne saurait avoir cette portée. De ce que le défaut d'opposition à l'ordonnance de taxe n'empêche pas le débiteur d'invoquer ensuite des causes de libération, il n'en résulte pas du tout que ces moyens n'auraient pu être soumis à la Chambre du Conseil s'il y avait eu opposition. Si l'ordonnance de taxe rendue définitive par le défaut d'opposition n'a pas l'effet de la chose jugée sur ces moyens, c'est qu'ils n'ont pas été soumis aux juges, il n'y a eu quant à eux rien de jugé. Tout autre est la question de savoir si, dans le cas où il fait opposition, le client poursuivi peut soumettre ces moyens à la Chambre du conseil. Il y a là deux points nettement distincts; la solution donnée au premier par l'arrêt de 1901 ne pouvait en rien préjuger la solution du

second. Au surplus, si on suppose que le client poursuivi ait fait opposition à la taxe sans opposer un moyen de libération dont il aurait pu se servir et que son opposition ait été rejetée par jugement de la Chambre du Conseil, il aurait encore le droit d'invoquer ensuite la cause de libération sur laquelle il n'a pas été statué, ce n'est toujours que l'application de l'effet restreint de la chose jugée. Mais si le client poursuivi en paiement de frais n'est pas tenu à peine de déchéance ou de forclusion d'opposer tous ses moyens de défense devant la Chambre du Conseil, il n'en reste pas moins tout à fait important de décider qu'il peut le faire ; c'est le seul moyen mis à sa disposition pour empêcher l'exécution de l'ordonnance de taxe ; il serait injuste qu'il fût réduit à la seule ressource de l'opposition à commandement. »

Ces raisons nous semblent tout à fait décisives. Nous pensons que la Chambre du Conseil saisie par une opposition à taxe aura compétence pour examiner toutes les questions qui se présenteront devant elle à propos de l'ordonnance à l'exécution de laquelle on s'oppose. Elle pourra rechercher s'il y a eu libération par paiement, par prescription ou autrement, et examiner pour tout dire en deux mots toutes les fins de non-recevoir de fait ou de droit dont l'opposant pourra se prévaloir.

En ce qui concerne maintenant, et pour passer à un autre ordre d'idées, la compétence *ratione loci*, nous

avons examiné implicitement cette matière dans le deuxième chapitre de cette étude, quand nous nous sommes demandé quel était le juge compétent pour taxer les frais. Nous ne pouvons donc ici que renvoyer à cette partie de notre travail, nous bornant à faire observer que la Chambre du Conseil compétente *ratione loci* pour statuer sur une opposition à taxe sera celle du tribunal auquel appartient le magistrat taxateur (1).

§ 2. — *Procédure devant la Chambre du Conseil*

La loi du 24 décembre 1897, désireuse de voir l'instance sur opposition de taxe se terminer le plus vite possible, sans avoir occasionné beaucoup de frais, a décidé que les débats auraient lieu en Chambre du Conseil « sans procédure » (2).

Que signifie ces mots : *sans procédure* ?

Il est évident d'abord que par ces termes la loi a voulu éliminer les formalités secondaires telles que les placets, les avenirs, les mises au rôle qui n'ont aucune utilité en cette matière, qui font perdre un temps précieux et qui sont une source de nouveaux frais.

1. Si même ce tribunal possède plusieurs chambres, c'est à la Ch. du Cons., de la Ch. à laquelle appartient le magistrat taxateur que reviendra la compétence. Comp. Nancy, 6 fév. 1901. D. 1901. 2. 197.

2. La loi de 1881 décidait simplement que les instances sur opposition à exécutoire, dans les cas prévus par elle seraient jugées « comme en matière sommaire ».

Mieux encore. Elle a voulu supprimer aussi non seulement les requêtes grossoyées qui ne sont pas admises même dans les procédures sommaires, mais aussi les conclusions échangées par simple acte entre les avoués des parties.

Qu'est-il besoin en effet de conclusions ? Dans la plupart des cas le débat se trouve quand l'opposition est faite, complètement lié et délimité. La signification de taxe porte le détail des frais réclamés, et contient constitution d'avoué. D'autre part l'opposition porte en outre de la constitution d'avoué, de l'indication du tribunal et du jour où l'affaire sera plaidée, les points de la taxe que conteste l'opposant et les moyens dont il entend se servir pour appuyer ses prétentions. L'affaire est donc prête à être discutée oralement et il n'est besoin de conclusions écrites ni d'un côté ni de l'autre (1). D'ailleurs au cours des travaux préparatoires, le garde des sceaux avait nettement affirmé l'intention des auteurs de la loi, de supprimer la signification de conclusions (2).

Si donc, après l'opposition à taxe, les parties se signifient des conclusions, non seulement les juges n'en devront tenir aucun compte, mais encore les

1. V. en ce sens Cassation, 7 mai 1902. D. 1903. 1. 212. Bouissou, *loc. cit.*, p. 284, n° 544. — Legrand, *loc. cit.*, p. 23. n° 34.

2. Séance du Sénat du 13 mars 1894.

frais qu'elles entraîneront pourront être considérés comme frustratoires.

Mais cela n'est qu'une règle générale, qui comporte quelques exceptions nécessaires. Des significations d'actes pourront devenir absolument indispensables dans certains cas. Une des parties, par exemple, pourra avoir besoin de vérifier certaines pièces de son adversaire ; il faudra bien dans ce cas qu'il lui fasse, s'il ne veut s'exécuter de bonne grâce, une sommation de lui communiquer ces pièces (1).

De même lorsqu'une partie voudra se prévaloir de moyens nouveaux, sur lesquels le tribunal ne pourrait statuer sans qu'il y ait d'écritures, cette partie sera bien forcée de les introduire par voie de conclusions signifiées (2).

D'autre part, il ne faut pas croire que parce que l'affaire, aux termes de la loi de 1897, doit se juger sans procédure, les juges sont privés du droit de prescrire les mesures d'instruction que le droit commun met à leur disposition pour éclairer leur religion. L'article 93 du Code de procédure civile autorise, en toutes matières, ces mesures qui sont certainement

1. Lyon, 28 juin 1898. *La Loi* du 8 mars 1899. *J. des avoués*, 1899, p. 361. — Rousseau et Laisney. *Rec. de proc. civ.*, 1899, p. 398.

2. Lyon, 28 juin 1898, précité. — Trib., Seine, 4 août 1899, p. 380.

d'ordre public, et qu'il serait absurde d'écarter ici (1).

Ces réserves faites, les débats doivent être purement oraux. Ils ont lieu à huis-clos dans la Chambre du Conseil. Les parties peuvent venir s'expliquer elles-mêmes devant le tribunal ou faire présenter leurs observations par un avoué. Ils peuvent même recourir à un avocat pour soutenir leur cause.

Ce dernier droit leur a été contesté (2) ; mais à tort, croyons-nous. Il est admis que les avocats ont, d'une façon générale, le droit de plaider devant la Chambre du Conseil, quand elle siège en matière contentieuse (3), ce qui est notre cas. Et nous ne pensons pas que par les mots *sans procédure* qu'elle a employés, la loi de 1897 ait voulu supprimer les plaidoiries d'avocat. Une plaidoirie d'avocat n'est pas un acte de procédure. Au contraire, la loi parle des *débats*. Cette expression semble bien pouvoir donner à l'affaire une extension plus grande que de simples observations d'avoués et avoir prévu l'échange de plaidoiries d'avocat.

Le ministère public doit être entendu ; et cela non

1. Bouissou, *loc. cit.*, p. 285 et 288, n^{os} 545 et 551. — Nancy, 6 juillet 1901 D. 1903.2.17. — Trib. Arcis-sur-Aube, 27 juillet 1899. D. 1901.2.246.

2. V. Garsonnet, 1^{re} édition, t. III, § 500, p. 373, texte et note 43.

3. V. Cresson, t. II, p. 30. — V. aussi Pand. franç. rép. *Taxe*, n^o 3268.

pas en audience publique avant le jugement, mais devant la Chambre du Conseil et à huis-clos (1), car les conclusions du ministère public font évidemment partie des débats.

Nous n'insisterons pas sur la façon dont la Chambre du Conseil doit être composée. La loi de 1897 n'a apporté en cette matière aucune dérogation au droit commun qu'il y aura lieu d'appliquer en cette matière. Une seule difficulté se présente : Le juge taxateur pourra-t-il faire partie du tribunal ?

Aucun texte ne le défend, aussi la Cour de cassation a-t-elle admis qu'il pouvait prendre part à la délibération et au jugement (2) sous le régime du décret de 1807 auquel la loi nouvelle n'a rien apporté de nouveau pour ce cas.

Néanmoins, il nous semble qu'il voudrait mieux qu'il s'abstint ; cela serait peut-être plus conforme à l'esprit général de notre législation (3).

Mais si les débats se déroulent à huis-clos, le jugement doit être rendu en audience publique. La loi de 1897 le dit d'une façon formelle, ce que n'avait pas fait le décret de 1807 pour les cas qui font par-

1. Sans quoi il y aurait nullité, et nullité d'ordre public. (Nancy, 6 juillet 1901, précité.)

2. Cass., 25 mars 1823. S. et P. chr.

3. Comp. loi du 10 décembre 1897, art. 1. — V. aussi Boucher d'Argis et Sorel. *Dépens en matière ordinaire*, n° 4, p. 206 et 207.

tie de son domaine. Aussi s'était-il élevé à ce propos une très vive controverse (1) qui ne peut plus persister devant le texte actuel, au moins en ce qui concerne les instances régies par la loi nouvelle. Il ne serait plus possible à l'occasion de ces dernières, de soutenir, comme quelques décisions l'avaient fait autrefois, que les juges ont le droit d'apprécier, si oui ou non le jugement doit être rendu en audience publique. Il faut décider au contraire que si ce jugement est rendu à huis-clos il est nul, et que cette nullité est d'ordre public.

Quels sont les effets du jugement rendu régulièrement sur opposition à taxe ?

A cette question, il nous suffira de répondre d'une façon générale en disant que, puisqu'il termine la procédure instituée par la loi de 1897 et que cette procédure a voulu, dans l'esprit du législateur remplacer l'action ordinaire en justice à laquelle il fallait autrefois recourir, le jugement rendu par la Chambre du Conseil sur opposition à ordonnance de taxe produit les mêmes effets qu'aurait produit autrefois le jugement du tribunal statuant sur la demande de frais de l'officier ministériel.

1. V. sur cette controverse les décisions rapportées dans P. fr. Rép. mot *Taxe*, nos 3345, 3346 et 3347, qui relatent également l'opinion de M. Garsonnet, consacrée par la loi actuelle.

Cela est du domaine du droit commun, nous n'insisterons pas.

Cependant, avant de passer à l'étude des voies de recours admises contre le jugement de la Chambre du Conseil, nous avons un dernier point à examiner. Ce jugement, nous allons le voir, est susceptible d'appel suivant les règles ordinaires ; mais le tribunal devra-t-il, si elle lui est demandée, ordonner l'exécution provisoire nonobstant appel ?

L'article 135 du Code de procédure civile dispose que l'exécution provisoire doit être ordonnée quand il y a titre authentique. Or, très souvent, la créance de frais en ce qui concerne au moins les notaires, prend sa source en partie ou pour le tout dans un titre authentique, dont elle représente le prix et qui a force exécutoire. On pourrait donc soutenir que ce titre est celui visé par l'article 135. D'autre part, est-ce que l'ordonnance de taxe elle-même ne constitue pas ce titre authentique exigé par l'article en question ? Est-ce que par conséquent toutes les fois qu'il y aura jugement sur opposition à ordonnance de taxe, il n'y aura pas obligation pour le tribunal d'ordonner l'exécution provisoire sans caution ?

La première des raisons que nous venons d'exposer et qui pourrait faire pencher vers cette solution, n'est évidemment pas décisive. Il est certain que très souvent la créance de frais d'un notaire prend sa source dans un acte authentique ; mais il

ne faut pas confondre ; cet acte authentique est rédigé par le notaire pour qu'il produise ses effets entre les parties, et non pas entre celles-ci et le notaire rédacteur. Il n'est pas exécutoire en faveur de ce notaire contre les clients, mais bien pour une ou plusieurs des parties qui figurent dans l'acte, contre les autres parties. Le notaire ne peut donc pas, comme elles, se prévaloir de cet acte pour demander l'application de l'article 135 du Code de procédure civile.

L'autre raison est-elle meilleure ? Nous ne le croyons pas. Si la loi a accordé cette faveur de l'exécution provisoire quand le procès a roulé sur l'exécution ou l'interprétation d'une convention constatée par acte authentique, c'est que cet acte authentique était par lui-même exécutoire. Or l'ordonnance de taxe est-elle exécutoire par elle-même ? Nous avons vu que non. L'article 4 § 8 de la loi de 1897 porte que cette ordonnance ne pourra être exécutée, et l'inscription prise qu'après l'expiration du délai d'opposition. En d'autres termes, la loi a voulu que l'on ne puisse exécuter une ordonnance de taxe que lorsqu'elle est devenue définitive. Et précisément elle n'est définitive quand il y a eu opposition que lorsque le jugement sur opposition est lui-même devenu définitif (1).

1. On fait aussi intervenir dans le débat en faveur de cette opinion, l'article 137 du Code de procédure civile qui refuse

On ne pourra donc pas invoquer en cette matière la règle « provision est due au titre », contrairement à ce qu'ont pensé quelques auteurs (1).

§ 3. — *Voies de recours*

A. — *Opposition*. — Le jugement sur opposition de taxe rendu, est-il susceptible des voies de recours habituelles ? Pour ce qui concerne l'appel, la loi a répondu d'une façon formelle, disant que ce jugement était « susceptible d'appel dans les formes et dans les cas ordinaires ». Nous allons examiner plus loin cette disposition, mais auparavant, demandons-nous, si ce même jugement, lorsqu'il a été rendu par défaut est susceptible d'opposition ?

On pourrait se dire que la loi, en admettant l'appel d'une façon expresse, et en se taisant sur l'opposition, a voulu par son silence exclure d'une façon tacite cette voie de recours. Mais cependant nous ne le croyons pas, car les travaux préparatoires ne disent rien qui puisse faire supposer que le légis-

le bénéfice de l'exécution provisoire en ce qui concerne les dépens.

1. Legrand. *Commentaire de la loi de 1897*, p. 25, n° 38. — Amiaud et Legrand. *Explication de la loi du 24 décembre 1897*, p. 77, n° 92. — Raviard. *Recouvrement des frais dus aux avoués*, n° 46.

Comp. Amiens, 10 août 1882. *Bull. de taxe*, t. III, p. 14.

lateur ait voulu supprimer l'opposition en cette matière. Et ne l'oublions pas, le principe est que tous les jugements par défaut sont susceptibles d'opposition de la part du défaillant quelle que soit la juridiction qui les ait rendus. Il faut un texte spécial pour que ce droit soit retiré au défaillant (1).

D'autre part ne peut-on invoquer la règle, opposition sur opposition ne vaut ? A vrai dire, la première opposition à ordonnance de taxe n'est pas une véritable opposition au jugement par défaut comme celle qui est prévue par l'article 165 du Code civil. Mais cependant, un jugement du tribunal civil de Marseille (2), a appliqué la règle opposition sur opposition ne vaut. Ce jugement assimile l'ordonnance de taxe à un jugement par défaut. Cette assimilation est assez naturelle en effet puisque cette ordonnance est rendue par un juge en l'absence du débiteur des frais, et sur les seules justifications fournies par l'officier ministériel créancier. Il semble donc assez équitable de refuser opposition à un jugement à la partie qui a déjà fait opposition à cette taxe. Mais dans cette hypothèse, si on considère les choses de près, on s'aperçoit qu'il ne peut pas y avoir de jugement par défaut.

En effet, il y a eu signification de taxe ; cette signi-

1. Voir Glasson. *Précis de procédure*, t. I, p. 433 et 551.

2. 20 mai 1905. D. 1906. 2. 425.

fication contenait constitution d'avoué, et les prétentions du créancier de frais, qui se trouve ainsi avoir comparu et conclu. Le débiteur est dans le même cas puisque son opposition à taxe porte également constitution d'avoué, et qu'elle doit être motivée.

Le jugement sur opposition doit être forcément contradictoire dans ce cas et nous avouons ne pas comprendre l'espèce sur laquelle a été rendu le jugement du tribunal de Marseille que nous relatons plus haut et où il s'agissait d'un débiteur de frais ayant fait une première opposition à ordonnance de taxe, et qui voulait de nouveau faire opposition au jugement de la Chambre du Conseil.

Il ne peut y avoir en cette matière de jugement par défaut que lorsque c'est l'avoué ou l'officier ministériel qui a fait opposition à taxe. Le débiteur des frais peut ne pas comparaître ou ne pas conclure. Et dans ce cas, nous ne voyons pas pourquoi on pourrait lui refuser le droit de faire opposition au jugement rendu sur l'opposition à taxe de l'officier public. Même en assimilant l'ordonnance de taxe à un jugement par défaut, on ne pourra pas invoquer la règle opposition sur opposition ne vaut, puisqu'elle ne peut s'appliquer qu'au cas où c'est la même partie qui a fait la première opposition qui voudrait faire la seconde (1).

1. Garsonnet, *loc cit.*, 2^e édit., t. VI, p. 291.

Nous concluons donc des observations qui précèdent que l'opposition sera ouverte au défaillant quand le jugement sur opposition de taxe aura été rendu par défaut (1).

B. — *Appel*. — En ce qui concerne l'appel, avons-nous dit, la loi de 1897, l'a admis expressément, en ajoutant qu'il pourrait être interjeté dans les formes et dans les cas ordinaires.

Il y aura donc lieu à l'appel, toutes les fois que l'intérêt du procès sera supérieur à 1.500 francs.

Mais que faut-il entendre par là, dans notre matière, et comment se déterminera cet intérêt. Une opinion prétend que cet intérêt n'est pas autre chose que le montant de la taxe (2). Si l'état de frais taxé est supérieur à 1.500, le jugement est susceptible d'appel. Nous ne croyons pas que cette opinion soit juridiquement exacte.

D'abord il n'est pas vrai que ce soit seulement le montant de la demande qui détermine le ressort ; il est admis, en général, qu'il faut rechercher la mesure dans laquelle cette demande est contestée (3). Si donc l'état de frais taxé est de 1.800 francs par exemple et que le débiteur des frais veuille payer seule-

1. V. Pand. fr. alph. *Taxe*, n° 3387-3388.

2. Raviart. *Recouvrement des frais dus aux avoués*, n° 49.

3. V. notamment Glasson. *Précis*, t. II, p. 25.

V. aussi Cass., 8 août 1888; D. 1889. 1. 83 et nombreuses décisions de jurisprudence.

ment 1.600 francs, l'intérêt du procès sera seulement de 200 francs et il n'y aura pas lieu à appel (1).

Et d'ailleurs, comme on l'a très justement fait remarquer, dans une instance sur opposition de taxe quel est donc le demandeur ? C'est justement l'opposant, et s'il veut obtenir une réduction de l'état de frais, le taux de la demande sera précisément le chiffre de la contestation dont l'état de frais est frappé (2).

En ce qui concerne les instances en paiement de frais poursuivis par un avoué distractionnaire des dépens, le point de savoir si le jugement sur opposition à taxe est susceptible d'appel ou non est soumis à des règles spéciales.

L'article 5 de la loi de 1897, qui constitue un régime spécial pour ce cas à plusieurs points de vue différents, décide qu'il ne pourra y avoir lieu à appel du jugement sur la taxe que s'il y a appel de quelque disposition du jugement sur le fond. Ce n'est là que le rappel d'une règle établie déjà par l'article 6 du deuxième décret de février 1807.

On a pensé ici que les frais n'étaient que l'accessoire et devaient suivre le sort du fond.

1. V. Bouissou, *loc. cit.*, p. 312 et 313.

2. V. en notre sens Nancy, 6 fév. 1901. D. 1901. 2. 97. S. 1905. 2. 143 et la note. — Caen, 2 fév. 1905. S. 1906. 2. 301. D. 1906. 2. 275. — *Contra*. Grenoble, 9 juin 1903. S. 1906. 2. 300. D. 1905. 2. 291.

« D'autre part, en cas d'appel sur le fond, il paraît convenable, disait M. Bertrand dans son rapport du 4 juin 1896, d'un côté que le jugement de 1^{re} instance ne soit pas inattaquable en ce qui concerne les frais ; mais d'un autre côté, si le jugement est accepté quant au fond entre toutes les parties, il a paru inutile de créer en appel une instance en quelque sorte nouvelle entre un plaideur condamné et l'avoué distractionnaire de son adversaire victorieux. »

Nous ne discuterons pas ces motifs qui sont en somme sérieux et nous arrivons tout de suite à une controverse née sous le régime des décrets de 1807, et qui a repris corps depuis la loi de 1897.

Le deuxième décret de 1807 créait une situation analogue, pour le cas où un exécutoire des dépens avait été l'objet d'une opposition. Le jugement, sur cette opposition n'était susceptible d'appel que si l'on appelait en même temps du jugement sur le fond. Or une opinion s'était formée dans laquelle on décidait que si l'exécutoire des dépens n'avait pas été levé, et si par suite il n'avait pu être frappé d'opposition qu'après un arrêt définitif sur le fond, la disposition du décret de 1807 dont nous venons de parler ne faisait pas obstacle à la recevabilité de l'appel (1).

En effet on disait qu'il y avait injustice à infliger

1. Paris, 1^{er} mars 1869. S. 1869.2. 139.

à l'opposant la forclusion de l'appel, alors qu'il n'a pas dépendu de sa volonté de prévoir ou d'empêcher que la signification de l'exécutoire lui fut faite en temps utile.

Dans une autre opinion (1), on pensait que les termes du décret étaient très clairs et très nets, et qu'il y avait lieu d'appliquer ces dispositions même dans ce cas. Et cette solution nous semble bien la plus juridique. Aussi l'appliquerons-nous à la situation analogue créée par la loi de 1897.

En effet, il résulte des termes et de l'esprit des deux textes que l'appel du débouté d'opposition ne peut être reçu, lorsqu'il a été statué par le juge du second degré sur toutes les questions de fond dont il avait été saisi par l'appel des parties. Dès lors qu'il cesse d'y avoir appel sur le fond, la Cour ne peut plus connaître de l'appel du jugement rendu sur l'opposition à exécutoire ou à ordonnance de taxe, puisqu'elle a été dessaisie par son arrêt prononçant sur le fond de la cause. Il a donc été fort justement décidé, à notre avis, que le jugement rendu sur l'opposition à ordonnance de taxe faite par la partie condamnée aux dépens, ne pourrait pas être frappée d'appel si l'ordonnance de taxe

1. Chauveau et Godoffre, t. II, n° 2691. — Dutruc. V. *Frais et dépens*, n° 211. — Rouen, 20 mai 1822. *Journal des avoués*, 1822, p. 162. — Agen, 9 mai 1870. S. 1870.2.314; D. 1870.2.180.

était postérieure en date à l'arrêt intervenu à la suite de l'appel interjeté sur le fond (1).

Il ne pourra pas, bien entendu, être question d'appel dans l'hypothèse où il s'agirait de frais réclamés par un avoué à la cour d'appel, et où il aurait été rendu un arrêt sur opposition à l'ordonnance de taxe délivrée par un conseiller. En effet, il n'y a pas de juridiction de droit commun supérieure à la Cour d'appel, devant qui on puisse porter le litige en dernier ressort.

La loi de 1897 n'a pas dans notre matière abrégé les délais d'appel de droit commun. Il faudra donc observer les délais habituels et les règles ordinaires à ce sujet (2). L'acte d'appel sera rédigé comme d'habitude.

Elle porte également que les débats auront lieu dans les formes ordinaires ; ce qui nous oblige à penser qu'en appel il faudra admettre les échanges de conclusions. D'ailleurs la loi ne semble pas avoir, en ce qui concerne l'appel, le même souci de rapi-

1. Agen, 31 octobre 1898. S. 1903. 2. 165 ; D. 1903. 2. 119.

V. la note de M. Duparcq sous cet arrêt dans le Dalloz. — *Contra* : Dijon, 28 juin 1901 ; D. 1903. 2. 220. — Orléans, 4 décembre 1902. D. 1903. 2. 221. — Cass., 21 fév. 1905. S. 1905. 1. 237.

2. Observons seulement que, puisque nous admettons l'opposition en la matière, les délais d'appel commenceront seulement à courir quand l'opposition ne sera plus recevable, si le jugement de la Chambre du Conseil est par défaut.

dité qu'en première instance, puisqu'elle n'a pas cru devoir diminuer ici la durée des délais d'appel.

Cependant, nous pensons que les débats ne devront pas avoir lieu à l'audience publique : c'est ce qu'avait décidé un arrêt de Paris du 27 novembre 1882 (1) sous le régime du décret de 1807. En effet, dit cet arrêt « l'instance doit être portée devant la juridiction supérieure qui répond à celle qui a prononcé en première instance, c'est-à-dire devant la Cour en Chambre du Conseil ».

L'arrêt seul devra donc être rendu en audience publique.

C. — *Autres voies de recours.* — Pour ce qui concerne les autres voies de recours, la loi de 1897 n'a apporté aucune modification expresse ou sous-entendue au régime antérieur. Nous n'avons par conséquent rien à en dire, et nous nous bornons à renvoyer aux règles du droit commun.

1. S. 1883, 2. 56 ; D. 1883, 2. 217.

CONCLUSION

S'il nous faut maintenant donner une appréciation critique de la loi dont nous venons d'essayer le commentaire, hâtons-nous de dire qu'elle est au point de vue de la forme comme au point de vue du fond, une des meilleures que nous ait donné le législateur moderne.

Trop souvent, à notre époque, les lois sont préparées en dehors des milieux accoutumés au langage juridique. Les projets sont quelquefois maladroitement modifiés au hasard des discussions un peu confuses d'assemblées législatives trop nombreuses. Aussi, fréquemment, rencontre-t-on dans la rédaction des textes, des lacunes, des incohérences, des contradictions.

Nous en avons trouvé en somme bien peu au cours de cette étude.

La loi de 1897 répondait à un besoin réel. Il fallait trouver un moyen d'abrégier les recouvrements de frais et de les rendre moins onéreux. Dans cette voie, le nouveau texte a fait un grand pas.

Bornons-nous à regretter qu'il n'ait pas cru devoir supprimer d'une façon explicite la voie de recours de l'opposition contre les jugements par défaut de la Chambre du Conseil, et qu'il n'ait pas abrégé les délais d'appel comme l'a fait dans bien des cas la législation antérieure.

Faut-il regretter aussi que la loi n'ait pas été plus large ? Serait-il souhaitable d'en voir accorder le bénéfice aux créanciers de frais autres que les notaires, avoués et huissiers ?

Nous ne le pensons pas. Les autres officiers ministériels sont, dans la plupart des cas, payés par l'un de ceux-là qui devient alors créancier à leur place. De même pour les auxiliaires de la justice tels que les gardiens de scellés, gardiens de saisie, etc.

Quant aux parties elles-mêmes, à quoi bon leur accorder le même bénéfice ? Elles peuvent aisément agir par l'intermédiaire de leur avoué, à qui d'ailleurs elles sont bien forcées de recourir pour la signification de l'ordonnance de taxe.

En résumé, nous pouvons dire que, telle qu'elle est, la loi du 24 décembre 1897 rend de très grands services, qu'elle ménage d'une façon très heureuse les droits de tous les intéressés, et que s'il est possible encore d'y faire quelques retouches utiles, il n'y a pas nécessité dans notre législation actuelle, d'y apporter de profondes modifications.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
AVANT-PROPOS.....	5
CHAPITRE I. — Historique de la loi du 24 décembre 1897.	7
CHAPITRE II. — Champ d'application de la loi de 1897.	17
§ 1. — Qui peut employer la procédure de cette loi ?	17
§ 2. — Pour le recouvrement de quels frais ?....	22
§ 3. — Contre qui ?.....	30
CHAPITRE III. — Taxe. Ordonnance de taxe et sa signi- fication	35
§ 1. — Taxe.....	36
A. — Obligation de faire taxer.....	36
B. — Quel doit être le magistrat taxateur ?.....	37
C. — Formes de la taxe.....	40
§ 2. — Ordonnance de taxe.....	42
A. — Formes.....	42
B. — Effets.....	43
§ 3. — Apposition de la formule exécutoire.....	46
§ 4. — Signification de l'ordonnance de taxe.....	47
A. — Formes.....	48
B. — Effets de l'ordonnance de taxe signifiée..	51
§ 5. — Effets de l'ordonnance de taxe devenue défi- nitive.....	52
Règles spéciales sur cette matière à l'avoué distrac- tionnaire	60

CHAPITRE IV. — Opposition à taxe.....	64
§ 1. — Recevabilité de l'opposition à taxe.....	65
A. — Qui peut faire l'opposition ?.....	65
B. — Dans quels cas ?.....	66
C. — Contre qui ?.....	70
§ 2. — Formes de l'opposition.....	74
§ 3. — Délais de l'opposition.....	78
CHAPITRE V. — Instance sur opposition.....	84
§ 1. — Compétence de la Chambre du Conseil....	85
§ 2. — Procédure devant la Chambre du Conseil..	96
§ 3. — Voies de recours.....	104
A. — Opposition.....	104
B. — Appel.....	107
C. — Autres voies de recours.....	112
CONCLUSION	113

Vu : le Président de la thèse,

TISSIER

Vu : le Doyen,
LYON-CAEN

Vu et permis d'imprimer :
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris

LIARD

